

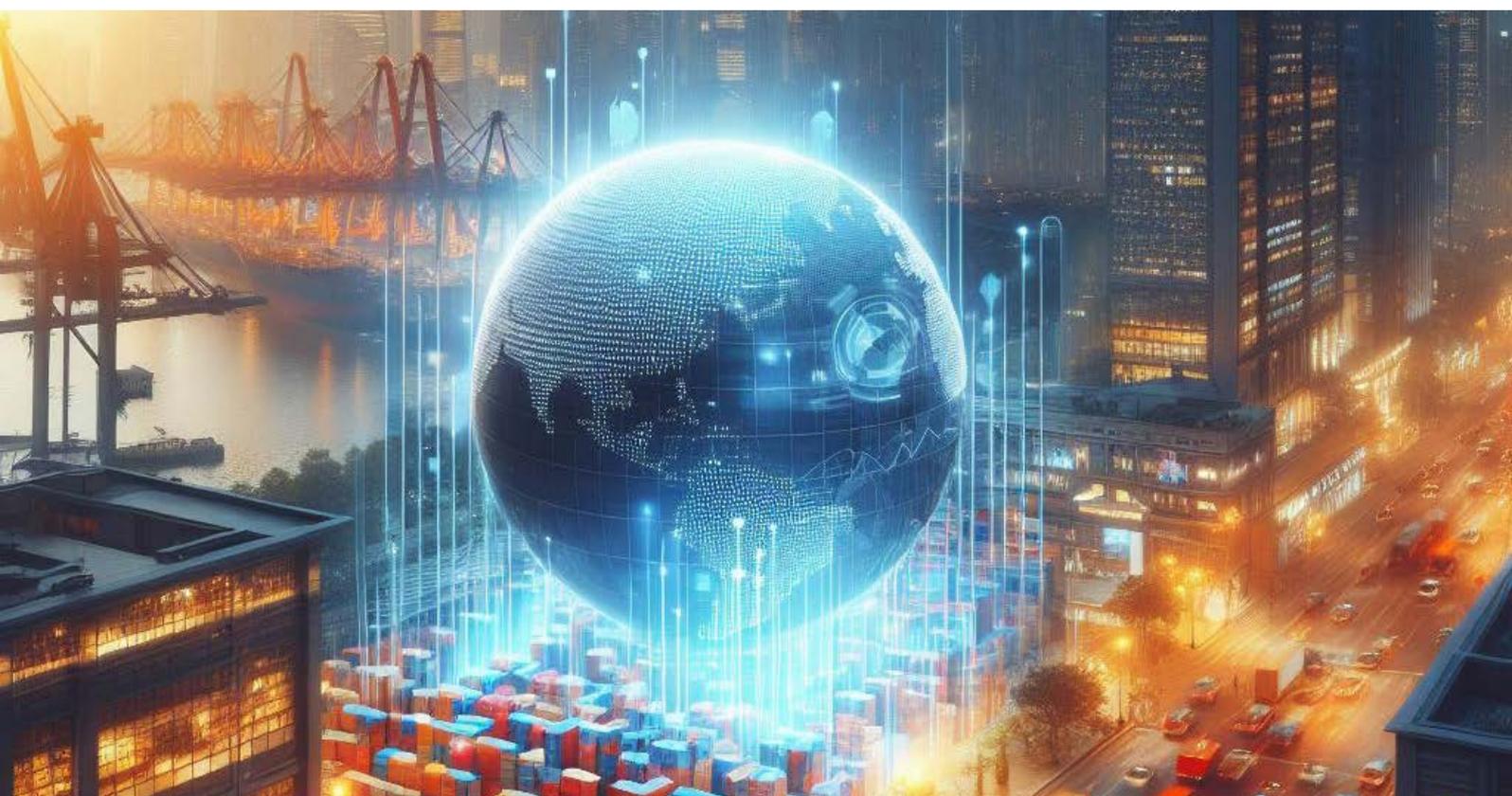
CONGO CHALLENGE
PUBLICATION

BULLETIN ÉCONOMIQUE QUADRIMESTRIEL

Numéro 14

Décembre
2023

Au cours du troisième trimestre de l'année 2023, la croissance de l'économie mondiale est restée moins résiliente, marquée par les chocs négatifs tels que le resserrement des conditions de financement en raison des politiques monétaires restrictives et par le prolongement de la guerre en Ukraine. Dans un environnement d'incertitude élevée lié aux chocs sur les termes de l'échange, aux conditions post-électorales et au conflit à l'Est, l'économie congolaise reste sur une trajectoire de croissance faible.



Le bulletin économique quadrimestriel du Think tank Congo Challenge est un document d'informations économique et sociale sur la République Démocratique du Congo (RDC) qui paraît trois fois par an.

Il s'agit d'un rapport analytique sur l'état de l'économie congolaise au cours d'un quadrimestre. Il met en effet en exergue les principaux indicateurs de la santé économique du pays et offre un nombre important d'ingrédients permettant au lecteur d'en déceler les fils conducteurs ainsi que des perspectives pour anticiper les faits économiques futurs de l'économie congolaise.

Cette analyse est placée dans le contexte de l'économie mondiale.

ÉDITEUR RESPONSABLE

Matata Ponyo Mapon

SUPERVISION

Michel-Ange Lokota

RÉDACTION

Sacré Waula

Yves Togba

Billy Kabongo

CONTRIBUTEUR AUX ENCADRÉS

Sacré Waula

Billy Kabongo

Yves Togba

Gédeon Ingonde

CONCEPTION GRAPHIQUE

Moïse Manzambi

MISE EN PAGE

Julien Beyoko

Janvier 2024. Copyright © Congo Challenge 2024

364, Boulevard du 30 juin, Immeuble Kiyoya Sita, 5^{ème} étage, local 501,

Kinshasa/Gombe, RD Congo +243 812763003

www.congochallenge.cd / info@congochallenge.cd

CONGO CHALLENGE
PUBLICATION

BULLETIN ÉCONOMIQUE QUADRIMESTRIEL

Numéro 14

Décembre
2023

Au cours du troisième trimestre de l'année 2023, la croissance de l'économie mondiale est restée moins résiliente, marquée par les chocs négatifs tels que le resserrement des conditions de financement en raison des politiques monétaires restrictives et par le prolongement de la guerre en Ukraine. Dans un environnement d'incertitude élevée lié aux chocs sur les termes de l'échange, aux conditions post-électorales et au conflit à l'Est, l'économie congolaise reste sur une trajectoire de croissance faible.

Table des matières

Liste des figures	6
Liste des encadrés	6
Liste des tableaux	6
Liste des abréviations	7
Avant-propos	9
PARTIE I : ÉTAT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE	11
1. Comptabilité des chocs	11
1.1. La poursuite des politiques monétaires restrictives des autorités monétaires dans le monde	11
1.2. L'escalade des tensions géopolitiques à l'échelle mondial suscitant des craintes quant à la hausse des prix du pétrole	11
2. Les marchés	12
2.1. Les marchés des produits de base et de l'énergie	12
2.1.1. Les produits miniers	12
2.1.2. Le pétrole et produits énergétiques	13
2.1.3. Les marchés financiers	14
3. Dynamique des fondamentaux de l'économie mondiale	18
3.1. Emploi	18
3.2. Inflation	19
3.3. Croissance économique	21
3.4. Commerce	22
PARTIE II : DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS, DÉFIS ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE CONGOLAISE	26
1. Comptabilité des chocs	26
1.1. Proposition par le gouvernement de la suppression de certaines taxes et redevances afin de rationaliser les actes générateurs	26
1.2. Développement du projet de batteries électriques	27
1.3. Inauguration du centre de négoce des minerais d'exploitation artisanale au Lualaba	27
1.4. Achèvement de la cinquième revue, par le FMI, de l'accord de facilité élargie de crédit avec la RDC	29
2. Cadre macroéconomique	32
2.1. Secteur réel	32
2.2. Finances publiques	33
2.3. Monnaie	38
2.4. Secteur extérieur	39
2.5. Secteur financier	40
3. Politique et questions sociales	41
3.1. Questions sociales	41
3.2. Questions politiques	45
4. Perspectives	47

Liste des figures

Figure 1 : Évolution des cours mondiaux des minerais	13
Figure 2 : Évolution des cours mondiaux du pétrole	14
Figure 3 : Évolution de quelques indices boursiers	15
Figure 4 : Évolution du taux de chômage mondial	18
Figure 5 : Prévisions du taux d'inflation dans le monde	20
Figure 6 : Prévision du taux de croissance dans le monde	21
Figure 7 : Croissance du commerce des marchandises	23
Figure 8 : Taux de croissance (en %) en moyenne quadrimestrielle en 2023	32
Figure 9 : Évolution des taux d'inflation en glissement annuel et annualisé	33
Figure 10 : Situation comparative des déficits budgétaires hebdomadaires en moyenne quadrimestrielle (en millions de CDF)	34
Figure 11 : Evolution de recettes et dépenses publiques en moyenne quadrimestrielle (en millions de CDF)	34
Figure 12 : Evolution de la répartition de dépenses publiques	35
Figure 13 : Evolution de recettes fiscales et non fiscales, en moyenne quadrimestrielle (millions de CDF)	36
Figure 14 : Efficacité du gouvernement et dettes extérieures	36
Figure 15 : Évolution conjointe de la variation de la base monétaire, du taux directeur et du taux d'inflation annualisée	38
Figure 16 : Evolution conjointe du taux de change parallèle et interbancaire	39
Figure 17 : Réserves de change brutes en semaines d'importation, en moyenne quadrimestrielle	40
Figure 18 : Evolution en moyenne quadrimestrielle des créances sur le secteur privé (en %)	41
Figure 19 : Evolution du ratio de dépenses courantes en santé sur les dépenses publiques totales	42
Figure 20 : Prévision du taux de croissance (en %) en moyenne quadrimestrielle en 2023	45
Figure 21 : Prévisions du taux d'inflation annualisée en moyenne quadrimestrielle	48

Liste des encadrés

Encadré 1: Economie du travail et inégalités de genre : Claudia Goldin, Prix Nobel d'économie 2023	16
Encadré 2 : ZLECAF mutualisation des investissements productifs, opportunités, défis et préalables	23
Encadré 3 : Analyse des principaux Enjeux, défis et possibilités de la mission économique RDC-Brazil tenu à Brasília, Goiânia, et Sao Paulo	30
Encadré 4 : Efficacité du gouvernement et dettes publiques en RDC	36
Encadré 5 : La gestion du risque du volcan Nyiragongo par l'Observatoire Volcanologique de Goma : une perspective régionale de l'interopérabilité ».	36

Liste des tableaux

Tableau 1: Listes de lauréats des prix Nobel d'économie	16
---	----

Liste des abréviations

BCC	: Banque Centrale du Congo
BIT	: Bureau International du Travail
CAC	: Cotation Assistée en Continu
CDF	: Francs Congolais
CEA	: Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CENI	: Commission électorale nationale indépendante
DPSB	: Direction de la Préparation et du Suivi du Budget
ESB	: Exécution et suivi du budget
FCC	: Front commun pour le Congo
FMI	: Fonds monétaire international
MES	: Mining Engineering Services
OCHA	: Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
ONG	: Organisation non gouvernementale
PIB	: Produit intérieur brut
RDC	: République Démocratique du Congo
SIEC	: Interoperability Executive committee
USD	: Dollars Américains
VE	: véhicules électriques
WGI	: Worldwide Governance Indicators
ZLECAF	: zone de libre-échange continentale africaine

Avant-propos

Au cours du troisième trimestre de l'année 2023, la croissance de l'économie mondiale est restée moins résiliente marquée par les chocs négatifs tels que le resserrement des conditions de financement en raison des politiques monétaires restrictives et par le prolongement de la guerre en Ukraine. Dans un environnement d'incertitude élevée, la balance des risques entourant les projections est orientée à la baisse pour la croissance mondiale et pour les tensions mondiales sur les prix.

En ce qui concerne le marché des produits de base, nous avons noté une diminution du cours du cobalt, contrairement au cuivre qui a progressé de façon modérée au troisième trimestre 2023. En effet, la demande de cobalt dans le secteur des batteries pour véhicules électriques (VE) et des appareils électroniques grand public, tels que les ordinateurs portables et les téléphones, reste faible en raison du ralentissement économique mondial. En revanche, les prix de l'or ont connu une tendance à la hausse, principalement en raison des tensions à la baisse sur le marché américain des rendements obligataires, renforçant ainsi l'attrait de l'or en tant que valeur refuge.

S'agissant du secteur financier, les marchés boursiers ont globalement affiché une tendance à la hausse. Ces gains sur les indices boursiers étaient en grande partie attribuables aux attentes de la part des investisseurs soutenant un relâchement futur de la politique monétaire menée par les banques centrales, au repli rapide de l'inflation ainsi qu'à l'hypothèse selon laquelle les anticipations d'inflation à plus long terme demeureront ancrées.

Sur le plan national, l'activité économique n'a pas progressé de façon significative au troisième trimestre 2023. Les risques pesant sur les perspectives économiques sont globalement moins équilibrés, en raison des chocs sur les termes de l'échange, de la crise sécuritaire et humanitaire liée au conflit armé dans l'Est. En effet, l'activité reste

dominée par une forte contribution du secteur extractif, qui reste sensible aux fluctuations des prix des matières premières sur le marché international.

S'agissant du secteur réel, les projections relatives à l'activité économique laissent penser que la dynamique de la croissance est restée faible au troisième trimestre de 2023 comparativement au trimestre précédent, s'établissant à 6,2%. Parallèlement, l'inflation s'est encore accélérée, pour atteindre 24,95% en taux annualisé à la fin du troisième trimestre. En ce qui concerne les finances publiques, les recettes se sont considérablement affaiblies à la fin du troisième trimestre 2023, tandis que les dépenses se sont accélérées.

En ce qui concerne le secteur monétaire et extérieur, le taux directeur de la Banque Centrale du Congo n'a pas progressé au troisième trimestre, soit figé à 25%. En effet, malgré le maintien de ce taux aux niveaux élevés, la transmission de la politique monétaire reste faible et le franc congolais continue de présenter un attrait limité aux yeux des agents économiques. En outre, les réserves de change n'ont pas progressé au troisième trimestre, soit chiffrées à 4.6 milliards laissant ainsi inchangé la capacité de résistance de l'économie congolaise face aux chocs extérieurs.

Sur le plan politique, le troisième trimestre a été marqué notamment par la campagne électorale et les réactions suite au vote du 20 décembre 2023 ainsi qu'à la proclamation des résultats provisoires par la CENI.

Sur le plan des perspectives de l'économie nationale, la croissance devrait être modérée aux premiers trimestres de l'année 2024, en raison des risques potentielles pesant sur l'économie telle que les chocs sur les termes de l'échange et l'instabilité politique élevée. L'inflation reste beaucoup trop forte et demeurera supérieure à la cible pendant une période

prolongée, soit au cours des prochains quadrimestres de l'année 2024. Le déficit budgétaire devrait se creuser par rapport au troisième quadrimestre 2023 en raison de recettes inférieures aux prévisions. Il est essentiel de poursuivre les réformes, telles que la mobilisation

continue des recettes, la maîtrise des dépenses et l'amélioration de l'efficacité de la chaîne des dépenses, afin de créer un espace fiscal pour les dépenses prioritaires.

MATATA PONYO Mapon

A handwritten signature in green ink, appearing to be 'M. P. Mapon', written in a cursive style.

Partie I.

État de l'économie mondiale

Dans cette première partie, nous procédons à la comptabilisation de principaux chocs ayant marqué l'économie mondiale au cours de ce troisième quadrimestre de l'année 2023. Une attention particulière est accordée aux faits suivants : (i) La poursuite des politiques monétaires restrictives des autorités monétaires dans le monde et (ii) l'escalade des tensions géopolitiques à l'échelle mondiale suscitant des craintes quant à la hausse des prix du pétrole. Il sera question par la suite de passer en revue l'évolution de différents marchés, notamment les marchés des produits de base ainsi que les marchés financiers, et présenter succinctement la dynamique des fondamentaux de l'économie mondiale (emplois, croissance économique, inflation et commerce international).

1. Comptabilité des chocs

Deux principaux faits économiques ont été identifiés durant ce troisième quadrimestre de l'année 2023. Leurs descriptions font l'objet des sous-sections qui suivent.

1.1. La poursuite des politiques monétaires restrictives des autorités monétaires dans le monde

La récente baisse de l'inflation à l'échelle mondiale constitue une lueur d'espoir, mais il est encore prématuré de célébrer la victoire. En effet, des risques subsistent, pouvant freiner la baisse de l'inflation voire la faire grimper. Étant donné que l'inflation tend à se synchroniser à l'échelle mondiale, une résurgence de celle-ci dans les économies avancées pourrait également avoir des répercussions néfastes sur les économies en développement.

C'est dans ce contexte précis, que les banques centrales des grandes économies ont décidé de poursuivre une politique monétaire rigoureuse afin de rétablir l'inflation à des niveaux conformes à leurs objectifs, et ce jusqu'à ce que des preuves solides de l'érosion des pressions inflationnistes soient observées. Toutefois, la Réserve fédérale américaine a évoqué la possibilité d'une baisse de ses taux d'intérêt en 2024.

Somme toute, malgré la tendance à la baisse de l'inflation, les principales banques centrales ont décidé de poursuivre leur politique monétaire prudente. Elles

conservent des taux d'intérêt directeurs élevés pour contrôler les risques inflationnistes, tandis que la Réserve fédérale américaine envisage une possible baisse des taux. Les effets prolongés des taux d'intérêt réels élevés auront un impact refroidisseur sur l'activité économique mondiale, ce qui contribuera à atténuer les pressions inflationnistes à court terme.

1.2. L'escalade des tensions géopolitiques à l'échelle mondiale suscitant des craintes quant à la hausse des prix du pétrole

Les tensions géopolitiques ont longtemps été un moteur majeur de l'inflation. Le récent conflit au Moyen-Orient, spécifiquement la guerre entre Israël et Hamas qui fait suite aux perturbations causées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, risque d'exacerber davantage les pressions inflationnistes en perturbant les marchés mondiaux de l'énergie. En effet, bien que les répercussions aient été limitées jusqu'à présent, une escalade du conflit pourrait entraîner une forte hausse des prix du pétrole, compte tenu du fait que la région représente près de 30 % de la production mondiale de pétrole brut.

D'après la Banque Mondiale, une augmentation de 10 % des prix du pétrole a un impact direct sur l'inflation mondiale, avec une progression d'environ 0,35 point de pourcentage sur une période d'un an. Cette hausse des cours pétroliers pourrait également se répercuter sur l'inflation sous-jacente, en générant d'importants effets secondaires sur les salaires et les coûts de production en général.

De plus, elle pourrait modifier les anticipations d'inflation à la hausse. Car, lorsque les acteurs économiques, tels que les consommateurs et les entreprises, perçoivent une augmentation des risques géopolitiques, cela peut influencer leurs attentes en matière d'inflation. Par exemple, si les entreprises anticipent des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement ou des coûts de production plus élevés en raison des tensions géopolitiques, elles peuvent ajuster leurs prix à la hausse, contribuant ainsi à une inflation plus élevée.

En somme, les tensions géopolitiques, telles que le récent conflit entre Israël et Hamas au Moyen-Orient, sont des facteurs déterminants de l'inflation. Les perturbations des marchés mondiaux de l'énergie, résultant de ces tensions, peuvent engendrer une augmentation substantielle des prix du pétrole, avec des répercussions sur l'inflation globale. Une surveillance étroite de ces évolutions est nécessaire pour évaluer l'impact potentiel sur l'économie mondiale et les attentes inflationnistes.

2. Les marchés

2.1. Les marchés des produits de base et de l'énergie

2.1.1 Les produits miniers

Pendant le troisième trimestre de 2023, les cours du cobalt ont subi une contraction substantielle par rapport à ceux observés à la même période de l'année précédente, tandis que les prix du cuivre ont par contre affiché une légère tendance haussière, par rapport au dernier trimestre de l'année précédente. En effet, les prix du cuivre se sont stabilisés à 8 528 USD par tonne métrique, tandis que les prix du cobalt ont stagné en dessous du seuil des 43 000 USD par tonne métrique. L'évolution divergente de ces deux métaux industriels peut être attribuée à plusieurs facteurs. Tout d'abord, la demande mondiale de cuivre a été soutenue par une reprise économique solide, notamment dans les secteurs de la construction et de l'électrification, où le cuivre est largement utilisé. Cette dynamique a exercé

une pression à la hausse sur les prix du cuivre, en raison d'une offre limitée et d'une demande accrue de cette matière première essentielle.

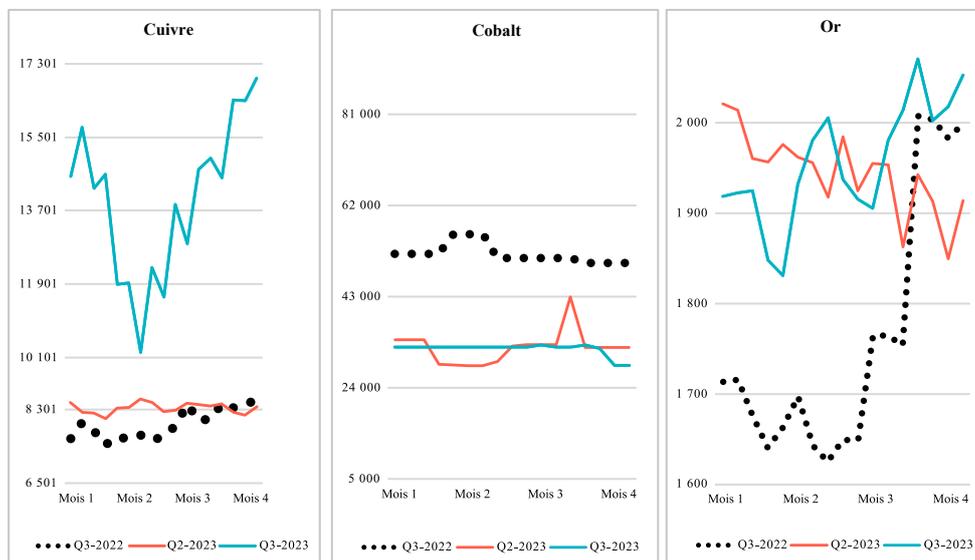
En revanche, le cobalt a été confronté à une conjoncture différente. La demande de cobalt, principalement utilisé dans la production de batteries pour véhicules électriques, a été affectée par la baisse de la demande de batteries de véhicules électriques, qui est le principal débouché du cobalt. De plus, l'augmentation de l'offre de cobalt, notamment en provenance de la République démocratique du Congo, l'un des principaux producteurs mondiaux, a exercé une pression à la baisse sur les prix.

En ce qui concerne les produits de la filière cupro-cobaltifères, les cours de l'or ont enregistré une tendance à la hausse au cours du troisième trimestre 2023. Cette situation est principalement due à la dépréciation du dollar américain. En effet, la faiblesse du billet vert rend l'or plus attrayant pour les investisseurs, qui le perçoivent comme une réserve de valeur. L'or est considéré comme un actif refuge, offrant une protection contre les variations monétaires et les incertitudes économiques.

Cependant, les tendances des prix de l'or sont également influencées par d'autres facteurs, notamment les décisions de politique monétaire prises par la Réserve fédérale américaine (Fed). Les mesures telles que les taux d'intérêt, l'assouplissement quantitatif et d'autres instruments de politique monétaire adoptés par la Fed peuvent avoir un impact sur la demande d'or et, par conséquent, sur son prix sur les marchés.



FIGURE 01. ÉVOLUTION DES COURS MONDIAUX DES MINÉRAIS



Source : Macrotrends (2023)



2.1.2. Le pétrole et produits énergétiques

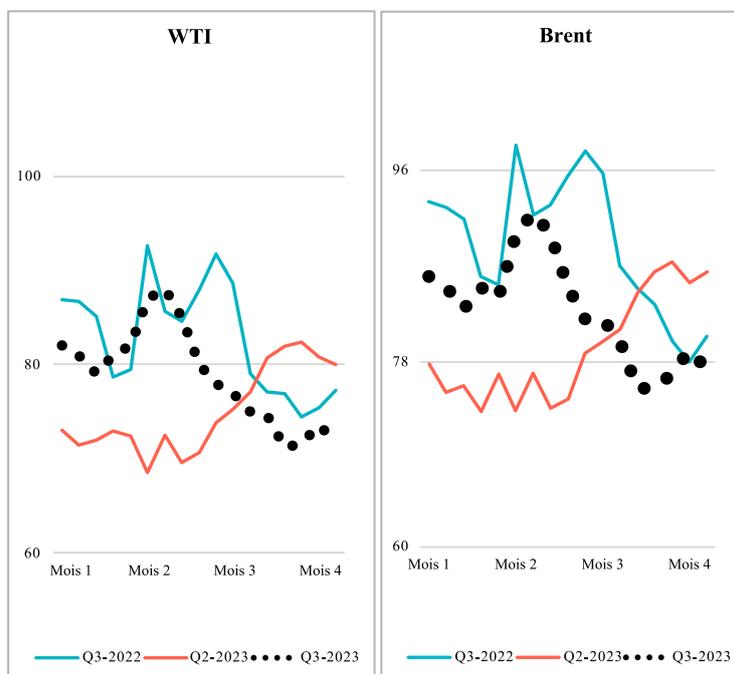
Durant le troisième trimestre de l'année 2023, le marché du pétrole brut a enregistré une tendance globalement baissière comparativement au troisième trimestre de l'année précédente. Cette diminution des prix du pétrole peut être attribuée à plusieurs facteurs clés dont :

- La production record de pétrole aux États-Unis, qui a exercé une pression à la baisse sur les prix.
- Les perspectives de demande préoccupantes, notamment en raison de la reprise économique mondiale incertaine et de la hausse de l'inflation.
- L'accumulation de pétrole brut aux États-Unis, qui a également exercé une influence négative sur les prix.

Cependant, il sied de noter que l'orientation à long terme du marché pétrolier sera largement conditionnée par les choix opérés lors de la prochaine réunion de l'OPEP+ concernant leur politique de régulation de la production pétrolière. Les décisions stratégiques prises par l'OPEP+ auront un impact substantiel sur l'offre mondiale de pétrole et, par conséquent, sur les prix.

Par ailleurs, le marché pétrolier est confronté à des incertitudes géopolitiques et économiques mondiales, qui peuvent engendrer d'importantes fluctuations des prix. Les évolutions politiques, les tensions régionales et les crises économiques peuvent grandement influencer l'équilibre entre l'offre et la demande de pétrole, et donc les prix.

FIGURE 02. ÉVOLUTION DES COURS MONDIAUX DU PÉTROLE



Source : Macrotrends (2023)

1.2.2. Les marchés financiers

Durant le troisième quadrimestre de 2023, les marchés boursiers ont enregistré une tendance générale à la hausse par rapport à la même période de l'année précédente. Cette performance positive des indices boursiers peut être attribuée aux anticipations des investisseurs concernant un assouplissement futur de la politique monétaire menée par les banques centrales, à la baisse rapide de l'inflation et à la conviction que les anticipations d'inflation à plus long terme resteront bien ancrées.

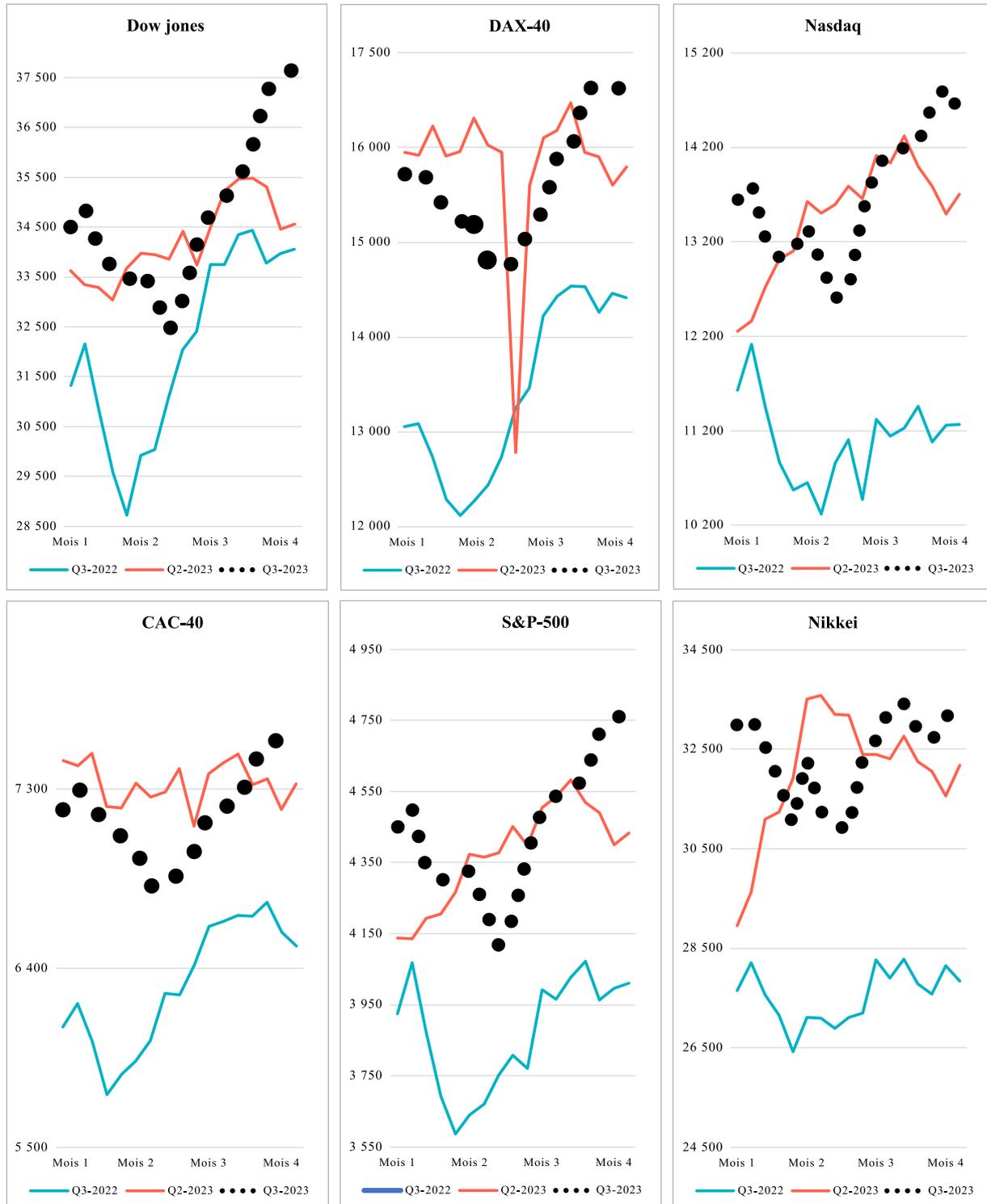
En effet, les investisseurs envisagent un possible assouplissement de la politique monétaire en réponse à des conditions économiques favorables, ce qui laisse présager une reprise économique mondiale ou des signes de ralentissement économique. Ces attentes renforcent la confiance des investisseurs et stimulent la hausse des marchés financiers.

Sur le Wall Street, les principaux indices boursiers, tels que le Dow Jones, le S&P 500 et le Nasdaq, ont atteint respectivement des sommets de 37 710 points, 4 783

points et 14 566 points. Une tendance similaire a été observée en Europe, avec le CAC 40 de la Bourse de Paris frôlant un pic proche de 7 500 points, et le DAX 40 de la Bourse de Francfort atteignant une valeur d'environ 16 629 points. En outre, la Bourse de Tokyo a également été caractérisée par cette dynamique haussière, avec l'indice japonais Nikkei atteignant un sommet proche de 33 539 points.

Il est important de souligner que les marchés boursiers sont influencés par de nombreux facteurs, tels que les politiques monétaires, les tensions géopolitiques, les performances économiques et les attentes des investisseurs. Les fluctuations observées dans les indices boursiers peuvent avoir des répercussions sur l'économie réelle en influençant les décisions d'investissement des entreprises et la confiance des consommateurs. Les investisseurs et les analystes surveillent attentivement ces mouvements afin d'évaluer la santé financière et les perspectives économiques.

FIGURE 03. ÉVOLUTION DE QUELQUES INDICES BOURSIERS



Source : Macrotrends (2023)



Encadré 1 : Economie du travail et inégalités de genre : Claudia Goldin, Prix Nobel d'économie 2023

Claudia Goldin, professeure d'économie à l'Université de Harvard, a reçu le prix Nobel d'économie en 2023 pour ses travaux sur l'égalité des sexes sur le marché du travail. Ses travaux ont porté sur l'évolution de la participation des femmes au marché du travail au cours des siècles, et sur les facteurs qui ont contribué à cette évolution.

Goldin a montré que la participation des femmes au marché du travail a augmenté de manière significative au cours des dernières décennies. En 1870, les femmes représentaient moins de 20 % de la population active américaine. En 2020, elles représentaient près de 50 %. Dans ses travaux, Goldin a identifié un certain nombre de facteurs qui ont contribué à cette augmentation, notamment l'augmentation du niveau d'éducation des femmes, la baisse du nombre d'enfants par femme et les changements dans les normes sociales.

Les travaux de Claudia Goldin ont contribué à une meilleure compréhension de l'évolution de la participation des femmes au marché du travail. Ils ont également contribué à promouvoir l'égalité des sexes sur le marché du travail. Ces travaux de Goldin ont été salués par les économistes du monde entier. Ils ont été qualifiés de «travaux pionniers» et de «contributions majeures à l'économie du travail».

Les lauréats du prix Nobel en économie (officiellement appelé le prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel) ne sont pas officiellement classés par catégorie ou spécialisation. Cependant, cette note tente d'identifier certaines tendances et domaines de recherche pour lesquels les lauréats ont été récompensés. Voici quelques domaines d'expertise dans lesquels plusieurs lauréats ont été distingués :

TABLEAU 1: LISTES DE LAURÉATS DES PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE

Domaines	Lauréats
<i>Macroéconomie et théorie économique</i>	John Maynard Keynes (1936)
	Paul Samuelson (1970)
	John Hicks (1972)
	Wassily Leontief (1973)
	Gunnar Myrdal et Friedrich von Hayek (1974)
	Milton Friedman (1976)
	Gérard Debreu (1983)
	Richard Stone (1984)
	Robert Solow (1987)
	Maurice Allais (1988)
	Robert Lucas, Jr. (1995)
Finn E. Kydland et Edward C. Prescott (2004)	
Edmund Phelps (2006)	
<i>Méthodes économétriques</i>	Ragnar Frisch et Jan Tinbergen (1969)
	Leonid Kantorovich et Tjalling Koopmans (1975)
	Lawrence Klein (1980)
	Trygve Haavelmo (1989)
	James Heckman et Daniel McFadden (2000)
	Clive Granger, Robert Engle (2003)
	Thomas J. Sargent et Christopher A. Sims (2011)
	Angus Deaton (2015)
David Card, Joshua D. Angrist et Guido W. Imbens (2021)	

Commerce international	Bertil Ohlin et James Meade (1977) Robert Mundell (1999) Paul Krugman (2008)
Économie de l'information et des contrats	Herbert A. Simon (1978) Ronald Coase (1991) John Harsanyi, John Forbes Nash et Reinhard Selten (1994) James Mirrlees et William Vickrey (1996) George Akerlof, Michael Spence, Joseph Stiglitz (2001) Robert Aumann et Thomas Schelling (2005) Leonid Hurwicz, Eric Maskin et Roger Myerson (2007) Elinor Ostrom et Oliver E. Williamson (2009) Alvin E. Roth et Lloyd S. Shapley (2012) Jean Tirole (2014) Bengt Holmström et Oliver Hart (2016) Paul R. Milgrom et Robert B. Wilson (2020)
Économie du développement	Theodore Schultz et Arthur Lewis (1979) James M. Buchanan (1986) Amartya Sen (1998) Abhijit Banerjee, Esther Duflo, Michael Kremer (2019)
Économie de la finance	James Tobin (1981) Franco Modigliani (1985) Harry Markowitz, Merton Miller, William Sharpe (1990) Robert C. Merton, Myron Scholes (1997) Eugene Fama, Lars Peter Hansen, Robert Shiller (2013) Ben Bernanke, Douglas Diamond et Philip Dybvig (2022)
Économie comportementale et psychologie économique	George Stigler (1982) Gary Becker (1992) Daniel Kahneman et Vernon Lomax Smith (2002) Richard Thaler (2017)
Économie du travail	Peter A. Diamond; Dale T. Mortensen et Christopher A. Pissarides (2010) Claudia Goldin (2023)
Histoire économique	Robert Fogel et Douglass North (1993)

Source : Elaboré par Congo Challenge

3. Dynamique des fondamentaux de l'économie mondiale

3.1. Emploi

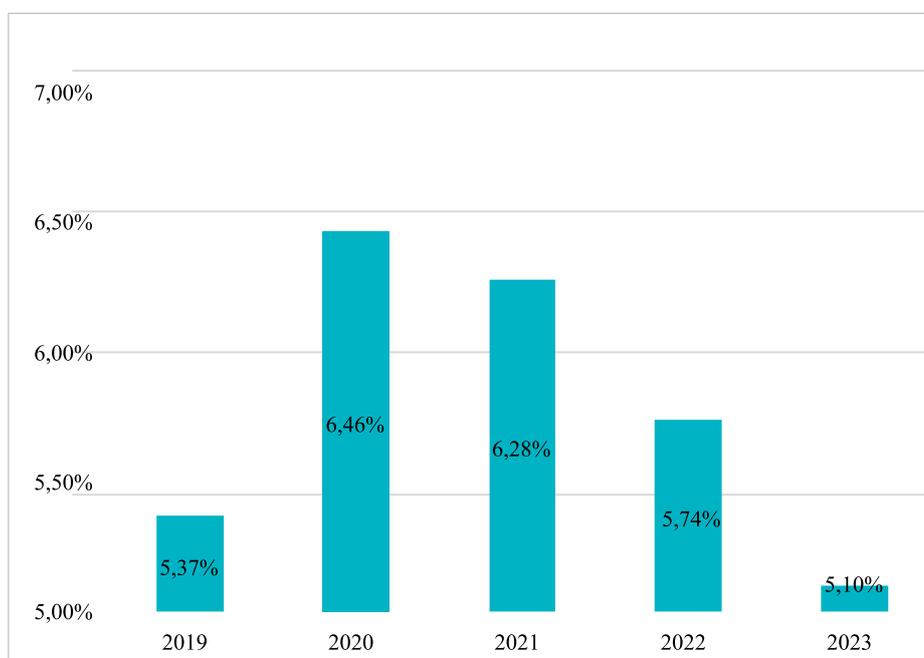
D'après le rapport de l'OIT intitulé «Emploi et questions sociales dans le monde - Tendances 2024», la croissance de l'emploi s'est avérée résiliente en dépit du ralentissement économique mondial, et le taux de chômage a atteint son niveau le plus bas par rapport à la période avant la pandémie.

En effet, malgré la détérioration de l'environnement macroéconomique mondial, avec des tensions géopolitiques et une inflation mondiale persistante, les marchés du travail ont montré une résilience surprenante. Grâce à une forte croissance de l'emploi, le taux de chômage mondial a atteint 5,1 % en 2023, légèrement meilleur qu'en 2022. Le nombre de travailleurs déficitaires a également diminué, bien qu'il soit resté élevé, s'établissant à près de 435 millions. Les

taux d'activité ont également augmenté par rapport aux niveaux les plus bas atteints pendant la pandémie, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et les pays à revenu élevé, bien que des déséquilibres persistent sur le marché du travail, notamment dans les économies avancées.

Toutefois, malgré cette résilience de l'emploi, les salaires réels ont diminué dans la plupart des pays du G20, car les augmentations salariales n'ont pas suivi le rythme de l'inflation. En conséquence, le nombre de travailleurs vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté d'environ 1 million en 2023, tandis que les travailleurs modérément pauvres ont augmenté de 8,4 millions. Les inégalités de revenus se sont creusées au sein des pays en raison de la grande disparité des rémunérations entre les secteurs.

FIGURE 04. ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE MONDIAL



Source : Bureau International du Travail (BIT).

3.2. Inflation

La période d'après-COVID a été marquée par une grande inquiétude quant à l'inflation, qui a été alimentée par une série de chocs économiques défavorables. Au début de la pandémie en 2020, l'économie mondiale a connu un effondrement sans précédent, ce qui a entraîné une baisse de la demande et une contraction de l'activité économique. Cependant, pendant que les mesures de confinement avaient été assouplies et que l'économie a commencé à se redresser, la demande a rebondi de manière significative. Cette reprise de la demande, combinée à des goulets d'étranglement dans l'offre de biens et services, a eu à exercer des pressions à la hausse sur les prix, contribuant à l'augmentation de l'inflation.

A ces facteurs précités, s'est ajouté un autre facteur qui a contribué à l'accentuation de l'inflation. Il s'agit de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cette crise géopolitique a provoqué une flambée des prix du pétrole et des denrées alimentaires. Les prix élevés du pétrole ont eu un impact sur les coûts de production, ce qui s'est répercuté sur les prix des biens et services. De plus, l'invasion de l'Ukraine a créé des perturbations

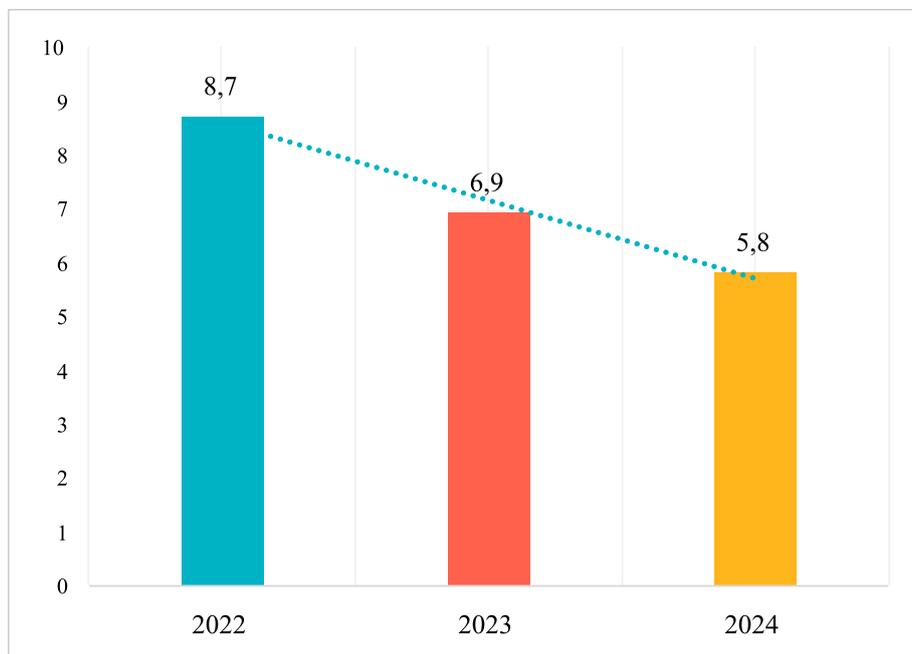
dans les chaînes d'approvisionnement, entraînant des ruptures d'approvisionnement dans certains secteurs et une hausse des prix des denrées alimentaires.

Ces développements mis ensemble ont suscité des inquiétudes majeures quant à la persistance de l'inflation et à son impact sur l'économie mondiale. De ce fait, les autorités économiques et monétaires ont été confrontées au défi de trouver un équilibre entre la stimulation de la croissance économique et la maîtrise de l'inflation. Pour s'y faire, ces derniers, ont fait de la gestion de ces pressions inflationnistes une priorité, en procédant par des ajustements de politiques monétaires, afin de rétablir la stabilité des prix.

Il convient donc de noter que l'évolution de l'inflation est un sujet complexe et qu'elle est influencée par de nombreux facteurs, tels que la politique monétaire, les fluctuations des prix des matières premières, la demande et l'offre globales, ainsi que les conditions économiques et géopolitiques. Il est essentiel de surveiller attentivement ces dynamiques pour comprendre les implications pour l'économie mondiale et élaborer des politiques appropriées en réponse à ces défis.



FIGURE 05. PRÉVISIONS DU TAUX D'INFLATION DANS LE MONDE



Source : FMI

D'après les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), et à l'issue de la lecture de la figure 5, l'inflation mondiale devrait ralentir progressivement, passant de 8,7 % en 2022 à 6,9 % en 2023, puis à 5,8 % en 2024. Ce ralentissement est largement attribuable aux mesures de resserrement de la politique monétaire mises en œuvre par les autorités monétaires et au repli des goulets d'étranglement au niveau de l'offre.

De plus, d'après une étude de la banque mondiale, les fondamentaux de l'inflation mondiale indiquent une tendance à la baisse dans les mois à venir. La demande mondiale ralentit, les goulets d'étranglement au niveau de l'offre se dissipent progressivement et les prix des matières premières se stabilisent, tandis que les politiques monétaires restent restrictives.

Par ailleurs, il est à noter que l'atténuation des pressions sur l'offre mondiale devrait également contribuer à la baisse de l'inflation. En raison de la faiblesse générale des échanges de biens et de la réduction des perturbations de l'offre liées à la pandémie, ces pressions ont récemment atteint des niveaux historiquement bas.

Toutefois, après une chute de 17% cette année, les prix du pétrole devraient continuer à fléchir en 2024, en raison de la faible croissance économique mondiale qui modère la demande.

Somme toute, les grandes économies continueront de maintenir une politique monétaire restrictive afin de garantir un retour de l'inflation aux niveaux ciblés par les banques centrales. Malgré la récente baisse de l'inflation, les principales banques centrales ont réaffirmé leur intention de maintenir des taux d'intérêt directs élevés jusqu'à ce qu'elles observent des preuves convaincantes de la disparition des pressions inflationnistes. La Réserve fédérale a maintenu inchangé son taux d'intérêt lors de ses dernières projections du mois de décembre 2023. Cela signifie que les taux resteront suffisamment élevés pour contenir les pressions sur les prix. Les effets retardés et persistants de taux d'intérêt réels élevés devraient maintenir l'activité économique mondiale à un niveau bas, ce qui contribuera à modérer les forces inflationnistes dans les mois à venir.

3.3. Croissance économique

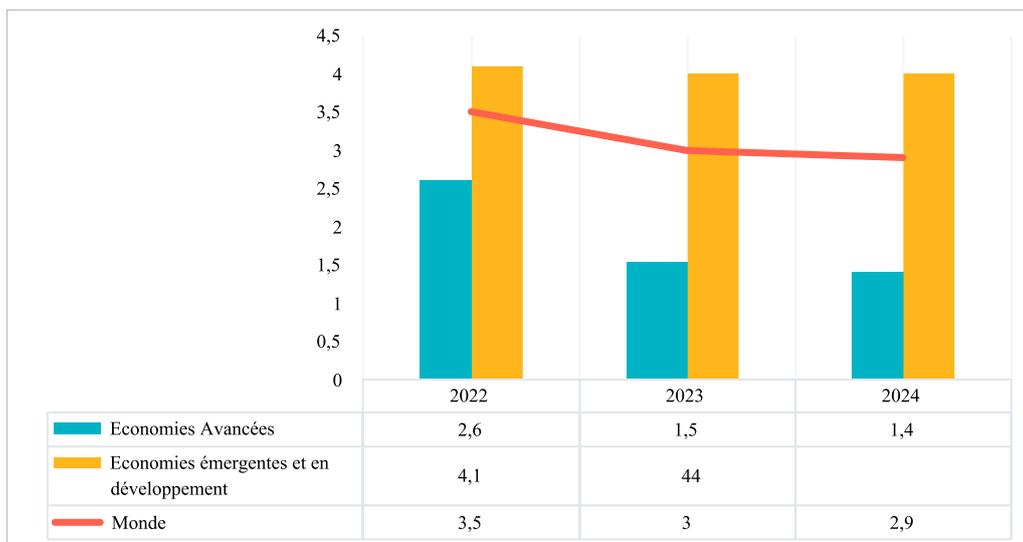
La divergence des perspectives de croissance entre diverses régions mondiales entrave la réversion aux tendances de production mondiale pré-pandémiques. En effet, malgré la résilience et l'apparition de signes de reprise économique mondiale timide en 2023, la poursuite du resserrement de la politique monétaire visant à maîtriser et contrôler l'inflation devrait ultérieurement compresser l'activité économique mondiale en 2023. De ce fait, la politique monétaire doit maintenir le cap afin de rétablir l'inflation à son niveau cible, tout en maintenant et préservant un réajustement budgétaire afin de lutter contre l'envolée de la dette. De plus des réformes structurelles sont indispensables pour ouvrir de nouvelles perspectives de croissance à moyen terme malgré les contraintes de marge de manœuvre limitée.

Toutefois, les prévisions récentes du Fonds monétaire international (FMI), tablent sur un refroidissement de la croissance économique mondiale, passant de 3,5% en 2022 à 3% en 2023, afin d'atteindre 2,9 % en 2024. Cette diminution de la croissance est attribuée

à plusieurs facteurs. Tout d'abord, les politiques économiques mondiales se sont resserrées, ce qui signifie que les autorités monétaires ont dû adopter des mesures pour freiner l'activité économique et maîtriser l'inflation. Ces mesures peuvent inclure des hausses de taux d'intérêt ou la réduction des mesures d'assouplissement quantitatif. Ces mesures sont mises en place dans le but de ramener l'inflation à un niveau considéré comme optimal afin de créer un environnement économique favorable à une reprise durable de la croissance mondiale. L'objectif visé est de prévenir les pressions inflationnistes excessives qui pourraient nuire à la stabilité économique à long terme.

Fort de ce constat, il demeure essentiel et impérial d'accélérer la transition écologique, de renforcer la résilience aux chocs climatiques actuels auxquels fait face l'économie mondiale et améliorer la sécurité alimentaire de millions de personnes qui requièrent un renforcement des cadres multilatéraux et l'adoption de mécanismes de coopération internationale fondés sur l'évaluation des risques.

FIGURE 06. PRÉVISION DU TAUX DE CROISSANCE DANS LE MONDE



Source : Banque Mondiale

D'après les données exposées dans la Figure 6, les projections tablent sur une décélération de la croissance des économies avancées à 1,5 % en 2023, tandis que celle des économies de marchés émergents et en développement devrait rester à un niveau de 4 % pour la même période. Cette décélération de la croissance économique découle d'une convergence de plusieurs facteurs. Tout d'abord, la persistance du resserrement de la politique monétaire, visant à atténuer et à maîtriser les pressions inflationnistes persistantes. Cette politique vise à préserver la stabilité des prix et à maintenir un environnement économique sain. En parallèle, la poursuite du conflit en Ukraine a entraîné des perturbations significatives des chaînes d'approvisionnement, provoquant une hausse des prix des matières premières et des produits essentiels.

De plus, la fragmentation géoéconomique est un autre facteur qui entrave la croissance économique. Celle-ci crée des obstacles et des incertitudes pour les entreprises, ce qui freine leur capacité à développer des activités transfrontalières et à profiter des avantages de la mondialisation.

Il est donc crucial de comprendre que ces facteurs interagissent de manière complexe et peuvent amplifier les effets négatifs les uns des autres. Par conséquent, il est essentiel d'adopter des politiques économiques et commerciales cohérentes et coordonnées pour surmonter ces défis et stimuler la croissance économique à long terme.



3.4. Commerce

Selon la récente publication du Baromètre du commerce des marchandises de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le volume du commerce mondial des marchandises en 2023 connaît une reprise après avoir subi une contraction significative. Cette amélioration est principalement stimulée par les ventes et la production automobiles, ainsi que par le commerce de composants électroniques. Néanmoins, les perspectives à court

terme sont marquées par une grande incertitude due à des performances économiques mitigées, combinées à des tensions géopolitiques de plus en plus préoccupantes.

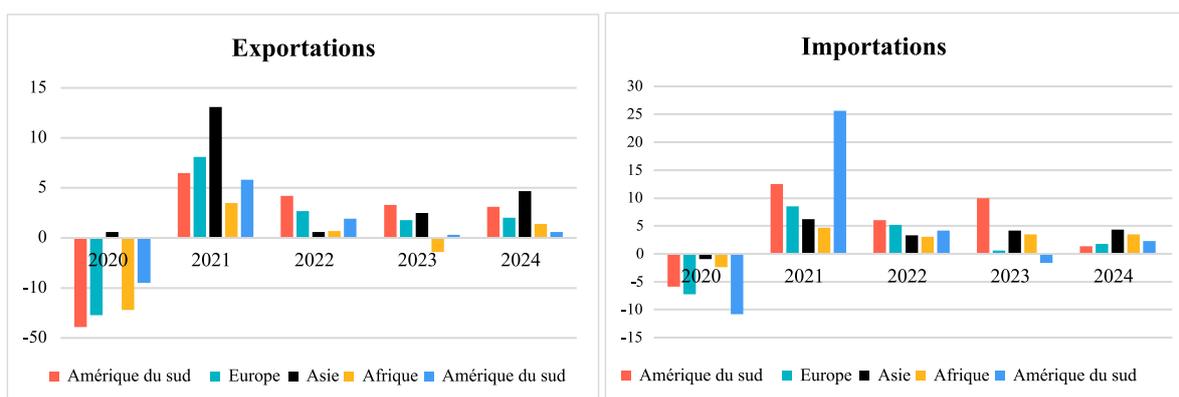
Cependant, malgré ces signes de redressement, les perspectives à court terme restent incertaines. Les résultats économiques sont mitigés, avec des disparités entre les différentes régions du monde. Certains pays enregistrent une reprise solide, tandis que d'autres font face à des défis persistants. Cette divergence dans les

performances économiques crée une certaine volatilité et incertitude quant à l'évolution future du commerce mondial des marchandises.

En outre, les tensions géopolitiques de plus en plus vives ajoutent une dimension supplémentaire à cet environnement incertain. Les différends commerciaux et les rivalités entre les grandes puissances économiques peuvent avoir un impact significatif sur les flux commerciaux mondiaux. Ces facteurs géopolitiques peuvent entraîner des perturbations et des contraintes supplémentaires pour le commerce international, ce qui complique davantage les prévisions à court terme.

Face à ces choses, il convient de noter que bien que le volume du commerce mondial des marchandises montre des signes encourageants de reprise. En effet, la figure 7 illustre que le volume des exportations ont légèrement progressé en Amérique du Nord, Europe et en Afrique Subsaharienne, malgré les perspectives à court terme marquées par une incertitude accrue. Les résultats économiques mitigés et les tensions géopolitiques croissantes constituent des défis supplémentaires à prendre en compte lors de l'évaluation de l'évolution future du commerce international.

FIGURE 07. CROISSANCE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source : OMC.



La Figure 7 met également en évidence une croissance modérée de la demande d'importations mondiales au cours du deuxième trimestre de 2023. Cependant, cette croissance est entravée par une incertitude économique persistante, ce qui peut exercer un effet négatif sur la confiance des entreprises et des consommateurs.

En Europe, la persistance d'une inflation énergétique élevée a un impact défavorable sur le pouvoir d'achat des ménages et les coûts de production. En Amérique du Nord, le maintien inchangé de la politique monétaire restrictive menée par la Réserve fédérale américaine (Fed) freine les dépenses dans les secteurs de l'immobilier, de l'investissement et de l'automobile.

En Asie, la Chine fait face à des défis persistants, notamment dans le secteur immobilier, tandis qu'elle s'efforce de stimuler son économie. Enfin, en Afrique et en Amérique latine, l'augmentation des coûts alimentaires menace la sécurité alimentaire et aggrave le fardeau de la dette.

Dans ce contexte, il est impératif de mettre en œuvre des mesures visant à améliorer les infrastructures commerciales et à renforcer la coopération internationale. Ces mesures contribueraient à créer un environnement plus propice à la reprise du commerce international.

Encadré 2 : ZLECAF mutualisation des investissements productifs, opportunités, défis et préalables¹

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) est une initiative majeure visant à promouvoir l'intégration économique et le développement durable en Afrique. Ce résumé met en lumière l'importance de la ZLECAF pour le continent africain dans son ensemble, en se concentrant sur les opportunités et les défis spécifiques pour la République démocratique du Congo (RDC). Des recommandations sont également fournies pour maximiser les avantages économiques de la participation de la RDC à cet accord commercial régional.

La ZLECAF offre de vastes opportunités économiques pour l'Afrique, et la RDC, en tant que pays doté de ressources naturelles abondantes, peut bénéficier de manière significative de cet accord. Les opportunités comprennent la diversification économique et la création de chaînes de valeur, l'optimisation des avantages comparatifs, l'accès accru aux marchés régionaux, le partage des connaissances et des technologies, ainsi que la réduction des risques et le renforcement de la stabilité économique.

La diversification économique et la création de chaînes de valeur sont des opportunités clés offertes par la ZLECAF. La RDC peut tirer parti de ses ressources naturelles en développant des industries de transformation et en intégrant les chaînes de valeur régionales. Cela permettrait de créer des emplois, de stimuler la croissance économique et de réduire la dépendance excessive du pays vis-à-vis du secteur minier.

L'optimisation des avantages comparatifs est un autre avantage de la participation à la ZLECAF. La RDC possède des ressources naturelles uniques, telles que le cobalt, le cuivre et le coltan. En se spécialisant dans la production et l'exportation de ces ressources, la RDC peut bénéficier de la demande croissante sur le marché régional et augmenter ses revenus d'exportation.

L'accès accru aux marchés régionaux est également une opportunité importante offerte par la ZLECAF. En éliminant les barrières tarifaires et non tarifaires, cet accord facilitera les échanges commerciaux entre les pays africains. La RDC peut ainsi accéder à de nouveaux marchés pour ses produits et services, ce qui favorisera la croissance des entreprises congolaises et renforcera leur compétitivité.

Le partage des connaissances et des technologies est un aspect crucial de la ZLECAF. En collaborant avec d'autres pays africains, la RDC peut bénéficier des avancées technologiques et des bonnes pratiques dans divers secteurs. Cela favorisera l'innovation, l'amélioration de la productivité et la compétitivité de l'économie congolaise.

Cependant, la participation de la RDC à la ZLECAF est également confrontée à des défis importants. Les infrastructures et la connectivité sont des domaines qui nécessitent des investissements significatifs. La RDC doit améliorer ses routes, ses ports, ses réseaux de transport et ses infrastructures numériques pour faciliter les échanges commerciaux intra-africains.

La gouvernance et la stabilité politique sont essentielles pour attirer les investissements étrangers et créer un environnement favorable aux affaires en RDC. Des réformes sont nécessaires pour renforcer la transparence, lutter contre la corruption et assurer la protection des droits de propriété.

Les défis liés aux ressources naturelles, tels que la gestion durable des ressources et la protection de l'environnement, doivent également être abordés. La RDC doit veiller à ce que l'exploitation des ressources naturelles se fasse de manière responsable, en minimisant les impacts environnementaux et en maximisant les retombées économiques pour le pays.

¹ Cet encadré présente un résumé du document publié par l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Investissement (ANAPI), rédigé par Anthony NKINZO KAMOLE, Directeur Général de cette institution.

La capacité institutionnelle et réglementaire de la RDC doit être renforcée pour faciliter les procédures commerciales et garantir la conformité aux normes internationales. Des efforts supplémentaires doivent être déployés pour simplifier les réglementations, réduire les obstacles bureaucratiques et promouvoir un climat des affaires favorable aux investissements.

Pour maximiser les avantages économiques de la participation de la RDC à la ZLECAF, il est recommandé de prendre les mesures suivantes :

1. Investir dans les infrastructures : La RDC doit allouer des ressources importantes au développement des infrastructures de transport, notamment les routes, les ports et les infrastructures numériques. Cela facilitera les échanges commerciaux intra-africains et renforcera la compétitivité du pays.
2. Renforcer la gouvernance et la stabilité politique : Des réformes institutionnelles et des mesures de lutte contre la corruption sont nécessaires pour créer un environnement favorable aux affaires en RDC. La transparence, la protection des droits de propriété et la prévisibilité des réglementations sont essentielles pour attirer les investissements étrangers.
3. Promouvoir l'inclusion sociale et la répartition équitable des bénéfices : La participation à la ZLECAF doit bénéficier à tous les segments de la société congolaise. Il est important de mettre en place des politiques et des programmes visant à réduire les inégalités sociales et économiques, afin que tous puissent bénéficier des opportunités offertes par la ZLECAF.
4. Développer la capacité institutionnelle et réglementaire : La RDC doit renforcer ses institutions et ses capacités réglementaires pour faciliter les procédures commerciales et garantir la conformité aux normes internationales. Cela nécessite des investissements dans la formation, le renforcement des capacités et l'amélioration des processus administratifs.
5. Stimuler l'innovation et le développement des compétences : La RDC doit investir dans la recherche et le développement, ainsi que dans l'éducation et la formation professionnelle. Cela favorisera l'innovation, l'adoption de nouvelles technologies et le développement des compétences nécessaires pour être compétitif sur le marché régional.

Bref, la participation de la RDC à la ZLECAF offre d'importantes opportunités économiques, notamment la diversification économique, l'accès aux marchés régionaux et le partage des connaissances. Cependant, des défis significatifs doivent être relevés, tels que les infrastructures, la gouvernance et la capacité institutionnelle. En mettant en œuvre les recommandations susmentionnées, la RDC peut maximiser les avantages économiques de la ZLECAF et contribuer au développement durable de l'Afrique.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTÈRE DU PLAN
AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

ZLECAF : MUTUALISATION DES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS. OPPORTUNITÉS, DÉFIS ET PRÉALABLES

Par **Anthony NKINZO KAMOLE**
Directeur Général de l'ANAPI

Pour plus d'information
(www.zlecaf.org)



Novembre 2023

Partie II.

Développements récents, défis et perspectives de l'économie congolaise

Au cours de ce quadrimestre, la République Démocratique du Congo a présenté une situation économique relativement instable en dépit d'une légère stabilité du cadre macroéconomique qui s'est observée au précédent quadrimestre. Avec une croissance du PIB de 6,2%, supérieure à la moyenne africaine qui est de 3,3%, le pays enregistre une inflation galopante qui avoisine 25% et une forte volatilité du Franc congolais par rapport aux devises étrangères dont principalement le dollar américain. Cette situation est à la base de la perte du pouvoir d'achat des consommateurs congolais qui sont majoritairement pauvres et qui n'ont ressenti qu'un impact marginal des mesures prises par le gouvernement en vue d'atténuer la misère de cette population. Ce quadrimestre a surtout été marqué par les élections combinées : présidentielle, législative, provinciale et municipale dont les fortes tensions ont été observées à la fois dans le camp de l'opposition que du pouvoir pendant la campagne électorale et les résultats présidentiels ont sonné le glas pour une crise post-électorale pouvant impacter l'économie congolaise.

Cette partie aborde plusieurs points importants, notamment (i) la comptabilité des chocs, (ii) le cadre macroéconomique, (iii) la situation politique et les questions sociales et (iv) enfin, les perspectives économiques.

1. Comptabilité des chocs

1.1. Proposition par le gouvernement de la suppression de certaines taxes et redevances afin de rationaliser les actes générateurs

Afin de rationaliser les sources de revenus du pouvoir central et d'améliorer le climat des affaires en République Démocratique du Congo, le Conseil des Ministres du 1er septembre 2023 a examiné les propositions du Ministre des Finances concernant la suppression de certaines taxes et redevances. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la deuxième revue du Programme formel conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) et soutenu par la facilité élargie des crédits.

Le Ministre des Finances, Nicolas Kazadi Kadima, a présenté un rapport sur la rationalisation des sources de revenus du pouvoir central, soulignant l'importance de cette mesure pour la mise en œuvre de la politique gouvernementale. Plus précisément, cette initiative vise à supprimer 32 actes générateurs répartis entre différents ministères, tels que les Affaires étrangères, la Communication et les Médias, l'Enseignement supérieur et universitaire, la Pêche et l'Élevage, la Santé publique, les Transports, les Voies de Communication et le Désenclavement, l'Environnement et le Développement durable, la Culture et les Arts, l'Agriculture, ainsi que les Ressources Hydrauliques et l'Électricité.

De plus, il a été proposé de fusionner 13 autres actes générateurs répartis entre divers ministères et services, dans le but de simplifier le système fiscal et de réduire la complexité administrative. Parallèlement, quatre actes générateurs ont été reformulés pour améliorer leur clarté et leur efficacité, touchant notamment l'Enseignement Supérieur et Universitaire, le Tourisme, la Culture, les Arts et le Patrimoine.

Le Ministre des Finances a sollicité l'approbation du Conseil pour passer à l'étape suivante, qui consiste à modifier l'Ordonnance-loi n° 18/003 du 13 mars 2018, fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central, afin de mettre en œuvre ces réformes.

Le Conseil des Ministres a pris acte du rapport présenté par le Ministre Nicolas Kazadi, reconnaissant ainsi l'importance de cette démarche pour l'amélioration de la situation économique et la simplification du système fiscal en République Démocratique du Congo.

1.2. Lancement par le Président de la République de la production industrielle de la zone économique spéciale de Maluku.

Le président de la République a inauguré, ce samedi 2 septembre, la phase de production industrielle dans la zone économique spéciale de Maluku, située à Kinshasa.

Selon le ministre de l'Industrie, Julien Paluku, cette étape à Maluku marque le début opérationnel du Programme de création de zones économiques spéciales, visant à renforcer le tissu industriel de la RDC et à stimuler l'économie du pays. D'après le ministre, la première zone économique spéciale de Maluku, qui célèbre aujourd'hui sa première production industrielle de carreaux et de faïences, offre un large éventail d'opportunités commerciales pour la population congolaise, avec un impact significatif sur d'autres secteurs de l'économie.

Les carreaux et faïences «made in RDC» sont fabriqués par l'entreprise Saphir Ceramics, qui a créé six mille emplois, contribuant ainsi à l'essor économique de la Zone économique spéciale de Maluku.

Bien que cette première production ne représente qu'un début dans la diversification attendue de la production industrielle, le ministre de l'Industrie affiche son optimisme quant à la revitalisation de l'industrie congolaise.

Il souligne que le tissu industriel de la République démocratique du Congo se reconstruit progressivement grâce à la contribution de divers acteurs économiques, des petites et moyennes industries à l'industrie lourde. De plus, il annonce la relance prochaine de la Sidérurgie de Maluku pour produire des tôles, des clous et des fers à béton, ce qui contribuera à la reconstruction du pays.

1.3. Développement du projet de batteries électriques

Selon le ministre de l'Industrie de la RDC, un montant de 30 milliards de dollars, assorti d'une étude de faisabilité, est actuellement en quête de financement auprès de partenaires financiers pour le développement du projet de batteries électriques en République démocratique du Congo (RDC). Cette somme découle de la première étude de faisabilité réalisée en vue de l'installation de la première usine de fabrication de précurseurs de batteries et de véhicules électriques dans la province du Haut-Katanga en RDC.

Il a souligné que ce projet est réalisable et qu'il pourrait générer plus de 7 000 milliards de dollars d'ici 2035-2040. Il a également noté que la présentation de l'étude devant des industriels américains et d'autres parties

intéressées visait à mobiliser des partenaires pour investir en Afrique, en particulier en RDC, afin de développer ce projet d'envergure.

Julien Paluku a précisé que ce projet ne se limite pas à l'industrie des batteries, mais qu'il englobe également des investissements dans l'énergie, les infrastructures routières, ferroviaires et aéroportuaires.

Le ministre a invité les partenaires intéressés à se joindre à la RDC et à la Zambie pour participer au développement de cette chaîne de valeur régionale, soulignant que le projet s'étend sur une période de 5 à 10 ans pour atteindre ses objectifs, avec une transition vers d'autres technologies liées aux batteries et aux cobalts sur une période de 30 à 50 ans.

Les résultats de l'étude de faisabilité pour l'installation de la première usine de fabrication de précurseurs, de batteries et de véhicules électriques dans la province du Haut-Katanga, en RDC, ont été rendus publics par le ministre Paluku. Ces études ont été réalisées par la société «ARISE» lors du forum économique «The Global Africa Business Initiative», organisé en marge de la 78e Assemblée générale des Nations Unies à New York. Le forum a réuni des partenaires financiers, des membres du gouvernement congolais, la Fédération des entreprises du Congo, ainsi que des représentants de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). Cette dernière a accompagné ce projet depuis son origine.

1.4. Inauguration du centre de négoce des minerais d'exploitation artisanale au Lualaba

Le président Félix Tshisekedi de la République démocratique du Congo a inauguré, ce jeudi 5 octobre, un centre de négoce pour les minerais issus de l'exploitation artisanale, situé près de Kolwezi, dans la province minière du Lualaba, afin de garantir une meilleure supervision et traçabilité des recettes fiscales.

L'ouverture de ce centre commercial s'est déroulée lors d'une cérémonie présidée par le Chef de l'État, en présence de nombreuses personnalités de Kinshasa et Lubumbashi. Rahim Dhrolia, directeur général de l'établissement dénommé « Mining Engineering Services » (MES), a souligné que « cette infrastructure



contribuera certainement à l'amélioration des conditions de travail et des revenus des exploitants miniers artisanaux. Ces derniers ont été touchés par les multiples problématiques affectant ce secteur, malgré son importance pour l'économie locale, influençant la vie de millions de ménages ».

Dhrolia a également précisé que l'opérationnalisation du centre permettra d'établir une traçabilité des flux financiers, incluant les taxes, les frais administratifs et les redevances associées à l'exploitation minière artisanale, depuis l'extraction jusqu'à l'exportation. Il a ajouté qu'une plateforme de digitalisation des données et de gestion automatisée est actuellement fonctionnelle.

La ministre des Mines, Antoinette N'samba Kalambay, a souligné les avantages socio-économiques résultant de l'inauguration du centre. Elle a mis en exergue l'élimination des intermédiaires douteux, l'exactitude des informations relatives aux produits miniers, ainsi que la stabilisation des prix par le biais d'une grille tarifaire, conduisant à une amélioration des revenus des mineurs artisanaux.

Elle a également mis l'accent sur l'assainissement de la chaîne d'approvisionnement, la collecte de recettes fiscales équitables, et le retrait des amas de minerais le long des routes. La ministre a appelé le personnel du ministère des Mines, spécialement ceux impliqués dans l'exploitation minière artisanale, à soutenir cette

initiative pour influencer positivement la vie des acteurs de ce secteur.

Elle a attiré l'attention sur le fait que plus de 200 000 mineurs artisanaux évoluent dans la filière cupro-cobaltifère, mais une grande majorité vit en-dessous du seuil de pauvreté. Pour sa part, le Centre de négoce de Musompo a été conçu avec des points de contrôle, des cabines de sécurité, des zones d'échantillonnage, des entrepôts, des ponts-basculés, des laboratoires et un parking pour 100 camions.

La République démocratique du Congo contribue à plus de 70% de la production mondiale de cobalt, principalement dans la province du Lualaba. Alors qu'une part importante de ce minerai provient de mines industrielles, 10 à 20% est issu de l'exploitation artisanale. Ce centre de négoce représente un volet clé d'un projet gouvernemental visant à réguler la filière d'approvisionnement en cobalt dans la région du Lualaba.

I.5. Achèvement de la cinquième revue, par le FMI, de l'accord de facilité élargie de crédit avec la RDC

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a récemment achevé la cinquième revue de l'accord de facilité élargie de crédit avec la République démocratique du Congo (RDC). Malgré les défis socio-politiques et sécuritaires

auxquels le pays est confronté, les autorités congolaises demeurent engagées à atteindre les objectifs du programme, en mettant l'accent sur la maîtrise des déséquilibres macroéconomiques et la poursuite des réformes économiques.

La RDC fait face à des pressions budgétaires, une dépréciation de sa monnaie et une inflation élevée. Dans ce contexte macroéconomique difficile, des politiques budgétaires prudentes sont nécessaires, telles que la réduction des dépenses non essentielles et l'amélioration de l'efficacité des dépenses, de la gouvernance et de la transparence. Des efforts doivent également être déployés pour renforcer la mise en œuvre de la politique monétaire.

Malgré ces défis, l'économie congolaise reste résiliente, avec une croissance projetée du PIB réel de 6,2 % en 2023, soutenue par un secteur extractif dynamique. Cependant, la dépréciation du franc congolais a entraîné une forte inflation, qui a atteint 23,3 % en glissement annuel en juillet 2023, bien qu'elle ait diminué légèrement suite aux mesures prises par la Banque centrale du Congo (BCC). Le déficit du compte courant demeure élevé en raison de la détérioration des termes de l'échange et de l'augmentation des importations. L'accumulation de réserves internationales a également ralenti en raison de la baisse des recettes minières libellées en dollars et des interventions de la BCC pour stabiliser le taux de change.

Dans le cadre du programme de facilité élargie de crédit, la RDC a réalisé des progrès satisfaisants dans l'ensemble. La plupart des critères de réalisation à fin juin 2023 ont été respectés, à l'exception du solde budgétaire intérieur, en raison de la sous-performance des recettes du gouvernement central et des ajustements insuffisants des dépenses (inefficacité de la chaîne des dépenses, recours aux procédures d'urgence et les dérapages dans la gestion de la trésorerie). Certains objectifs indicatifs ont également été manqués, notamment ceux liés aux dépenses sociales et aux recettes du gouvernement central. Les réformes structurelles avancent, bien que certains repères aient été atteints avec des retards.

Malgré une perspective de croissance favorable pour 2023, les risques sont orientés à la baisse en raison des combats persistants dans l'est du pays, des inquiétudes liées au processus électoral et des défis liés aux termes de l'échange défavorables. Pour faire face à ces défis, il est essentiel de mobiliser davantage de recettes, de maîtriser les dépenses, notamment en réduisant progressivement les subventions aux carburants, et d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques.

En outre, il est crucial de renforcer la gouvernance et la transparence, notamment dans le secteur minier, de lutter contre la corruption et le blanchiment d'argent, et d'améliorer le climat des affaires pour favoriser le développement du secteur privé et une croissance durable et inclusive.

Bien que la croissance économique soit prévue de ralentir à l'avenir, le FMI projette une baisse de l'inflation en 2024 et 2025 (soit, estimées respectivement à 4.8% et 5.6%). Cependant, il est important de rester vigilant face aux risques et de continuer à mettre en œuvre des politiques économiques solides pour assurer la stabilité et la résilience de l'économie congolaise.

Encadré 3 : Analyse des principaux enjeux, défis et possibilités de la mission économique RDC-Brésil tenue à Brasília, Goiânia, et Sao Paulo

1. Contexte

L'importance majeure de la mission économique entre la République Démocratique du Congo et le Brésil, qui s'est déroulé du 15 au 27 octobre 2023, en fait un événement marquant pour les deux nations. Son objectif principal résidait dans le renforcement des liens économiques et commerciaux, ainsi que dans la recherche de nouvelles opportunités de coopération entre ces deux pays.

2. Enjeux

La mission économique entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Brésil a permis d'aborder des enjeux majeurs :

- Diversification de l'économie congolaise : Malgré sa richesse en ressources naturelles, l'économie de la RDC demeure excessivement dépendante de l'exportation de matières premières. La mission économique a favorisé les discussions sur les moyens de diversifier cette économie, notamment en stimulant les investissements dans les secteurs manufacturier et agricole.
- Promotion des investissements brésiliens en RDC : En tant que puissance économique dotée d'un secteur privé dynamique, le Brésil a l'opportunité de consolider sa présence en RDC. La mission économique a eu pour objectif de promouvoir les investissements brésiliens dans des domaines clés tels que les infrastructures, l'agriculture, l'énergie et les ressources naturelles.
- Coopération dans les secteurs de la santé et de l'éducation : La RDC et le Brésil partagent un intérêt mutuel pour le développement des domaines de la santé et de l'éducation. Cette mission économique a favorisé les discussions sur les opportunités de collaboration dans ces secteurs cruciaux.

3. Défis

Lors de la mission économique entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Brésil, d'importants défis ont également été identifiés :

- Gouvernance et corruption : En tant que pays en développement, la RDC fait face à des défis persistants en matière de gouvernance et de corruption. Ces problèmes ont le potentiel de décourager les investissements étrangers, constituant un obstacle majeur au progrès économique.
- Instabilité politique : L'histoire de conflits et d'instabilité politique de la RDC demeure un obstacle significatif pour les investissements étrangers. Cette instabilité génère une incertitude qui limite la confiance des investisseurs étrangers dans un climat propice aux affaires.
- Infrastructures limitées : Les infrastructures insuffisantes en RDC entravent l'accès aux marchés et aux ressources. Ce manque d'infrastructures adéquates limite les opportunités commerciales et le développement économique du pays.

4. Possibilités

La mission économique entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Brésil a révélé des opportunités stratégiques :

- Marché en expansion : Avec une population dépassant les 90 millions d'habitants, la RDC représente un marché en pleine croissance, offrant un potentiel considérable pour les entreprises brésiliennes cherchant à élargir leurs activités commerciales.
- Ressources naturelles abondantes : Dotée de ressources naturelles significatives, incluant des minerais précieux, du pétrole et du gaz, la RDC présente des opportunités d'investissement attrayantes pour les entreprises brésiliennes, ouvrant des portes pour des partenariats solides et durables.
- Collaboration mutuelle : Les deux pays partagent un engagement en faveur du développement durable et de la lutte contre le changement climatique, offrant des pistes de coopération étroite dans des initiatives conjointes visant à construire un avenir plus vert et plus résilient.

5. Conclusion

La mission économique entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Brésil a présenté plusieurs opportunités. Cette rencontre a été un levier essentiel pour consolider les relations économiques et commerciales entre les deux nations, et elle a dévoilé de nouvelles perspectives de coopération. La concrétisation des accords conclus lors de cette mission revêt une importance cruciale pour matérialiser les opportunités d'investissement identifiées, cimentant ainsi un avenir économique commun prometteur.

6. Recommandations

Afin d'atteindre les objectifs de la mission économique entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Brésil, il est impératif de prendre en considération les recommandations suivantes :

- Le renforcement de la gouvernance et la lutte contre la corruption sont des piliers incontournables pour instaurer un climat propice aux investissements.
- La stabilité politique demeure un élément indispensable pour attirer les investisseurs étrangers.
- L'amélioration de l'infrastructure est essentielle pour faciliter les échanges commerciaux et encourager les investissements.
- La promotion des opportunités d'affaires revêt une importance cruciale pour sensibiliser les entreprises brésiliennes aux débouchés offerts par le marché congolais.

En suivant ces recommandations, la RDC et le Brésil pourront exploiter pleinement leurs relations économiques et commerciales, catalysant ainsi le développement et la prospérité de leurs deux nations.



2. Cadre macroéconomique

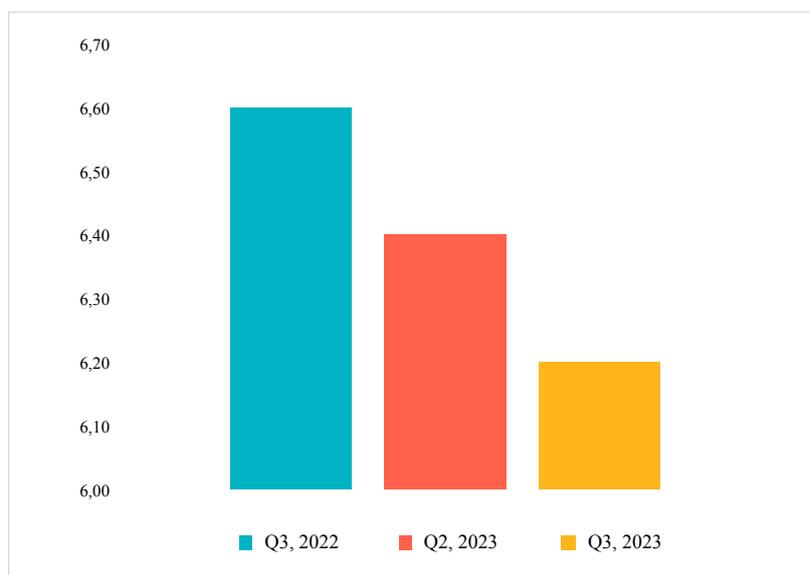
2.1. Secteur réel

a) De la dynamique économique

Au dernier quadrimestre de 2023, les indicateurs économiques de la RDC n'ont pas été positifs. Selon le Fonds monétaire international, la croissance économique du pays devrait atteindre 6%, tandis que le Comité permanent du cadrage

macroéconomique prévoit une croissance de 6,8% d'ici la fin de l'année. Ces estimations dépassent la croissance moyenne attendue en Afrique subsaharienne, qui est de 3,3%.

FIGURE 08. TAUX DE CROISSANCE (EN %) EN MOYENNE QUADRIMESTRIELLE EN 2023



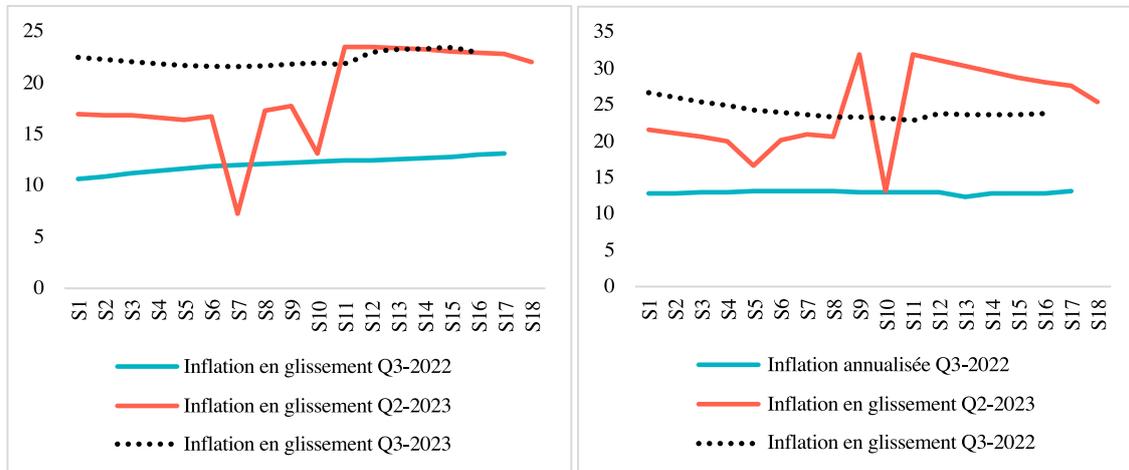
Source : Ministère des Finances & calculs de Congo Challenge.

La croissance économique de la RDC est soutenue par la production minière, malgré la volatilité des prix de certains matières premières et les problèmes de sécurité à l'est du pays. L'économie congolaise bénéficie de la reprise de la demande mondiale de matières premières, ainsi que du développement des secteurs des services et des télécommunications. Cela se produit malgré les effets de la crise russo-ukrainienne et des tensions inflationnistes sur l'économie mondiale.

b) De la dynamique des prix intérieurs

Au cours de ce quadrimestre, on a observé une instabilité des prix avec une accélération de l'inflation sur le marché intérieur. Cette tendance à la hausse s'est intensifiée tout au long du quadrimestre, entraînant un taux d'inflation annuel moyen de 23,75% sur cette période.

FIGURE 09. ÉVOLUTION DES TAUX D'INFLATION EN GLISSEMENT ANNUEL ET ANNUALISÉ



Source : Ministère des Finances & calculs de Congo Challenge.

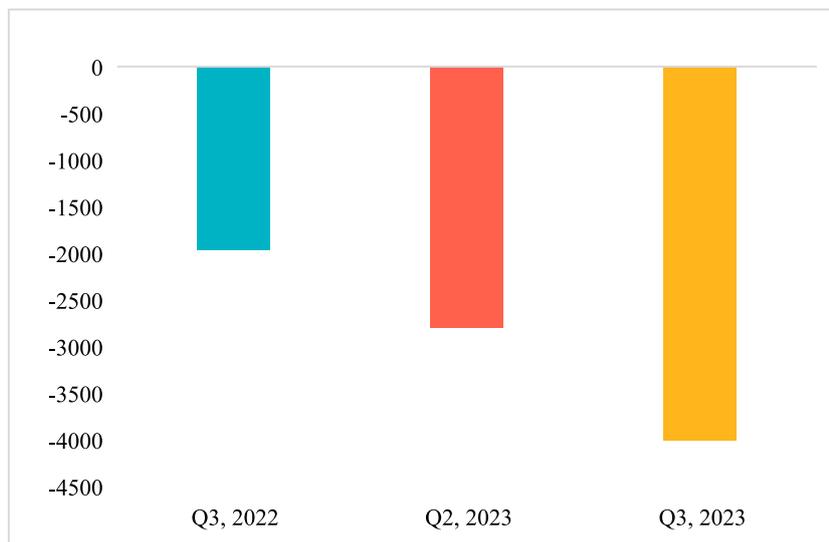
Les mesures de politique monétaire prises par la Banque centrale du Congo ont contribué à maîtriser les pressions inflationnistes observées au cours du quadrimestre précédent. L'ajustement du taux directeur, qui est passé de 11% en juin à 25% en août 2023, a été relativement efficace. Malgré une forte demande de devises étrangères pendant les festivités de fin d'année et pour répondre aux besoins de la campagne électorale, il a été constaté une stabilité sur le marché congolais en cette fin d'année 2023. Cette stabilité est probablement le résultat des mesures de stabilisation mises en place par la Banque centrale.

2.2. Finances publiques

Au dernier quadrimestre de l'année 2023, le trésor public a enregistré un déficit. En comparaison avec le quadrimestre précédent et celui de la même période en 2022, le solde des opérations du trésor public a considérablement augmenté, atteignant en moyenne 400 852 millions de CDF pour ce quadrimestre, contre 279 568 millions de CDF pour le quadrimestre précédent et 196 714 millions de CDF pour le dernier quadrimestre de 2022.



FIGURE 10. SITUATION COMPARATIVE DES DÉFICITS BUDGÉTAIRES EN MOYENNE QUADRIMESTRIELLE (EN MILLIONS DE CDF)

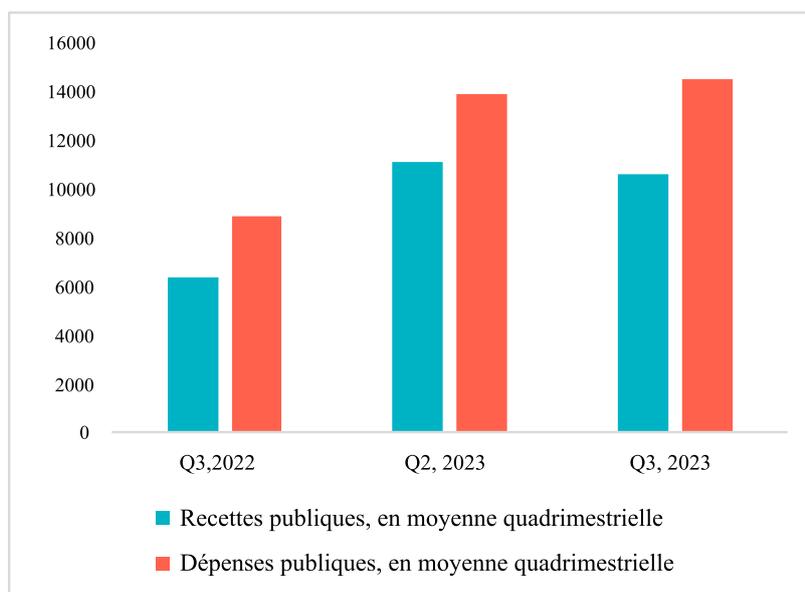


Source : Ministère des Finances & calculs de Congo Challenge.

Au cours de ce trimestre, les recettes publiques mobilisées se sont élevées en moyenne à 1 060 625,91 millions de CDF, tandis que les dépenses ont atteint 1 451 458,17 millions de CDF. Les recettes publiques de ce trimestre étaient inférieures à celles de la période précédente, mais restaient élevées par rapport au troisième trimestre de 2023, qui

était de 1 110 322 millions de CDF, ainsi qu'au dernier trimestre de 2022, qui était de 638 388 millions de CDF. En revanche, les dépenses publiques de cette période étaient supérieures à celles de la période précédente et du dernier trimestre de 2022, qui étaient respectivement de 887 468 millions de CDF et 1 390 281 millions de CDF.

Figure 11. Evolution de recettes et dépenses publiques en moyenne trimestrielle (en millions de CDF)



Source : Ministère des Finances & calculs de Congo Challenge.

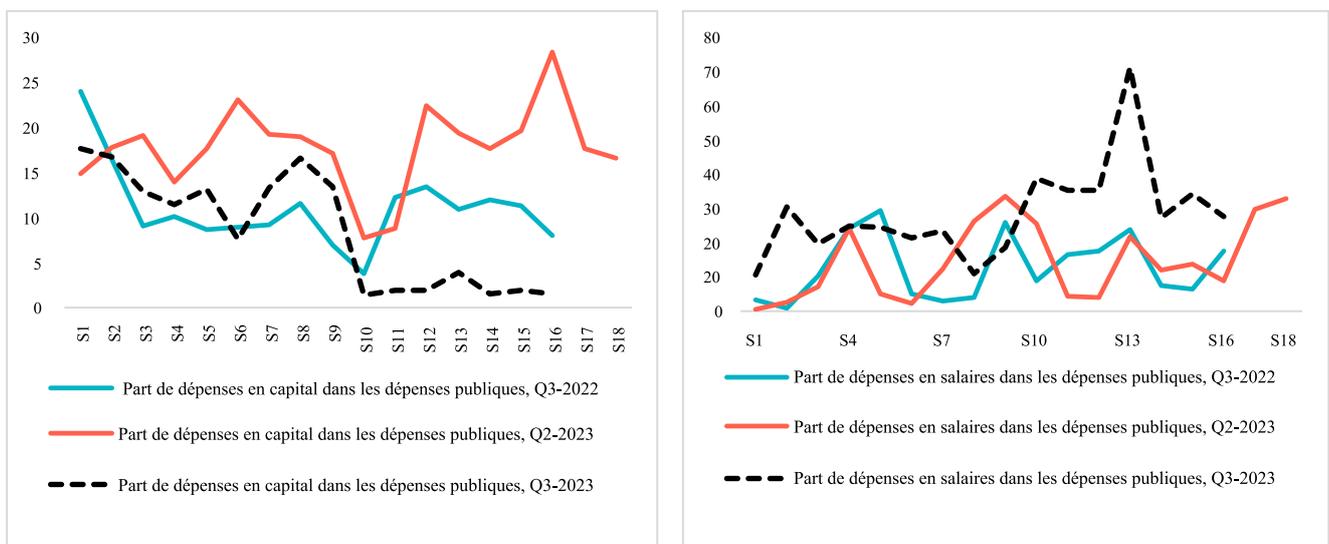
Les dépenses publiques au cours de cette période ont été supérieures à celles de la période précédente et du dernier quadrimestre de 2022. Une part importante des ressources de l'État a été allouée aux frais de fonctionnement des institutions publiques, tandis qu'une partie plus modeste a été consacrée à la rémunération des fonctionnaires de l'État et aux investissements en capital. Cependant, la qualité des dépenses publiques reste faible, car le gouvernement n'a pas fait suffisamment d'efforts pour répondre aux besoins sociaux de la population et pour répartir les richesses de manière équitable.

Au cours du quadrimestre, le gouvernement a consacré davantage de ressources à l'effort de guerre visant à ramener la paix dans l'est du pays, où les rebelles du M23

soutenus par le Rwanda ont mené des attaques. Il y a également eu un processus électoral, avec des élections ayant eu lieu le 20 décembre 2023, ce qui a entraîné des coûts d'environ 1,2 milliard de dollars américains. Cependant, il est crucial que le gouvernement alloue plus de ressources aux secteurs sociaux afin d'améliorer les conditions de vie de la population qui souffre de la pauvreté.

La responsabilité du gouvernement est donc de mobiliser davantage de ressources et de les allouer de manière plus efficace aux secteurs sociaux et autres secteurs prioritaires, afin de répondre aux besoins de la population et d'améliorer les conditions de vie.

FIGURE 12. ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DE DÉPENSES PUBLIQUES

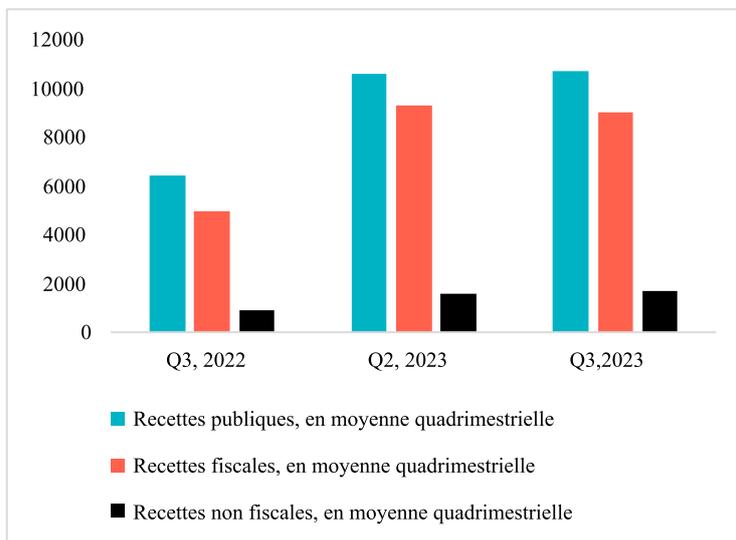


Source : Ministère des Finances & calculs de Congo Challenge.

Au cours de ce quadrimestre, les recettes fiscales mobilisées se sont élevées à 14 439 861 millions de CDF, ce qui représente une légère baisse par rapport au niveau

atteint au quadrimestre précédent. Cependant, par rapport au même quadrimestre de l'année précédente, elles ont augmenté de 46%.

FIGURE 13. ÉVOLUTION DE RECETTES FISCALES ET NON FISCALES, EN MOYENNE QUADRIMESTRIELLE (MILLIONS DE CDF)



Source : Ministère des Finances & calculs de Congo Challenge.

Au cours de ce quadrimestre, la contribution des recettes non fiscales a été importante, bien que légèrement inférieure à celle de la période précédente. Les recettes non fiscales pour ce quadrimestre se sont élevées à 2 644 605 millions de

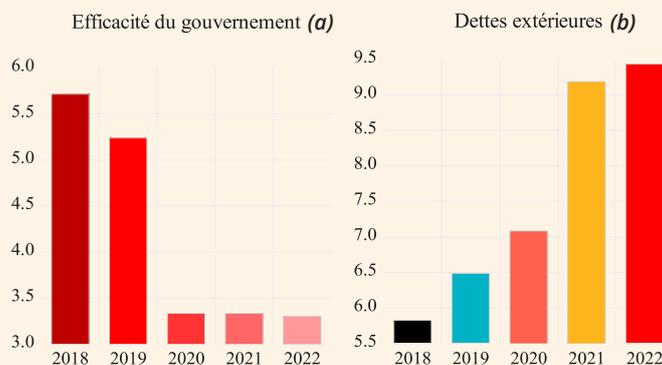
CDF, comparativement à 2 838 243 millions de CDF pour la période précédente. La mobilisation de recettes reste essentielle si le gouvernement souhaite atteindre les objectifs fixés dans le budget de 2023.

Encadré 4 : Efficacité du gouvernement et dettes publiques en RDC

Le rapport de la cinquième revue de l'accord de facilité élargie de crédit du FMI avec la République démocratique du Congo (RDC) établit que les politiques budgétaires en DRC ont été moins prudentes, c'est-à-dire elles ont été caractérisées par les dépenses non essentielles, l'inefficacité de la chaîne des dépenses, la mauvaise gouvernance et le manque de transparence (FMI, 2023).

A en croire ce rapport, cette description montre que les cinq années de mandat du régime de Felix Tshisekedi ont été marquées par une faible efficacité du gouvernement qui se traduit par une gestion inefficace des finances publiques. Cela inclut des dépenses excessives, une mauvaise planification budgétaire, une utilisation inappropriée des ressources et une faible discipline fiscale.

FIGURE 14. EFFICACITÉ DU GOUVERNEMENT ET DETTES EXTÉRIEURES



Source : Indicateurs mondiaux de la gouvernance de la Banque Mondiale et Rapport de la Banque Mondiale Sur la Dette internationale (2023)

La figure 14 (a) ci-dessus illustre l'état de l'efficacité du gouvernement de la RDC pendant les 4 dernières années. L'indicateur de la banque mondiale, "efficacité du gouvernement" (Worldwide Governance Indicators - WGI) mesure la capacité du gouvernement à formuler et à mettre en œuvre des politiques et des programmes efficaces, à fournir des services publics de qualité, à prendre des décisions éclairées et à gérer les affaires publiques de manière transparente et responsable. Cet indicateur permet de comparer l'efficacité gouvernementale entre différents pays et de suivre les évolutions au fil du temps. Il peut être utilisé pour évaluer la qualité de la gouvernance, l'efficacité de la gestion publique et la capacité des gouvernements à répondre aux besoins et aux attentes de leurs citoyens.

Un classement élevé en percentile indique généralement une gouvernance plus efficace, une meilleure prestation des services publics, une plus grande transparence et une prise de décision plus solide. Un classement plus faible en percentile peut suggérer des défis dans la gouvernance, la corruption, la lenteur administrative ou d'autres problèmes qui peuvent affecter la capacité du gouvernement à fonctionner de manière efficace.

En effet, les données de la RDC illustrées dans la Figure 14 (a) relèvent que dans l'ensemble, le niveau de l'efficacité du gouvernement a sensiblement baissé par rapport à l'année 2018. Appliqué aux finances publiques, cet état faible de l'efficacité du gouvernement peut se traduire par des pratiques qui entraînent des mauvais ancrages budgétaires (par exemple, la planification d'un budget irréaliste de 16 milliards qui ne correspond pas à la capacité de mobilisation de recettes et non à la capacité d'endettement du pays) et de déficits budgétaires accrus, nécessitant ainsi un recours accru à l'emprunt pour financer les dépenses publiques, ce qui se traduit par une augmentation de la dette publique. Il est important de noter que ces explications sont des facteurs potentiels qui peuvent contribuer à l'augmentation de la dette publique dans un contexte de mauvaise qualité de l'efficacité du gouvernement.

La Figure 14 (b) illustre que la dette extérieure a sensiblement augmentée entre 2018 et 2022, augmentant ainsi le coût du service de la dette, et le risque de surendettement (prise en compte la faible capacité d'endettement du pays). La dette publique de la RDC représente environ 22 % du PIB à la fin de 2022. La dette extérieure représente environ 15,5 % du PIB, avec environ la moitié de la dette extérieure publique due aux créanciers officiels.

Il sied de noter que cette inefficacité du gouvernement dans la gestion des finances publiques joue un rôle essentiel dans la soutenabilité de la dette. Un gouvernement inefficace comme l'illustre le cas de la RDC ne sera pas en mesure de mobiliser efficacement les recettes fiscales, d'allouer les ressources de manière optimale et de contrôler les dépenses publiques. Ainsi, la faible mobilisation des recettes fiscales et l'inefficacité des dépenses (ne respectant pas la chaîne des dépenses) sont des problèmes majeurs en RDC. Cela limite la capacité du gouvernement à rembourser sa dette et à faire face aux chocs économiques.

Pour renforcer la capacité du gouvernement de la RDC dans la gestion des finances publiques, il y a une nécessité de revoir les politiques fiscales existantes pour les adapter aux réalités économiques et budgétaires. Cela peut impliquer des ajustements dans les dépenses publiques, les recettes fiscales et les politiques d'endettement. Ainsi plusieurs facteurs nécessitent d'être prise en compte, notamment :

L'établissement d'ancrages fiscaux : Pour assurer une gestion fiscale responsable, le rapport recommande de fixer des objectifs fiscaux clairs et de les ancrer dans des règles budgétaires solides. Cela peut inclure des cibles de déficit budgétaire, de niveau d'endettement ou de dépenses publiques.

La tolérance à l'endettement : Étant donné que la RDC a une capacité limitée à supporter une dette élevée, il serait alors importante de déterminer la tolérance à l'endettement et de fixer des limites prudentes en matière d'endettement.

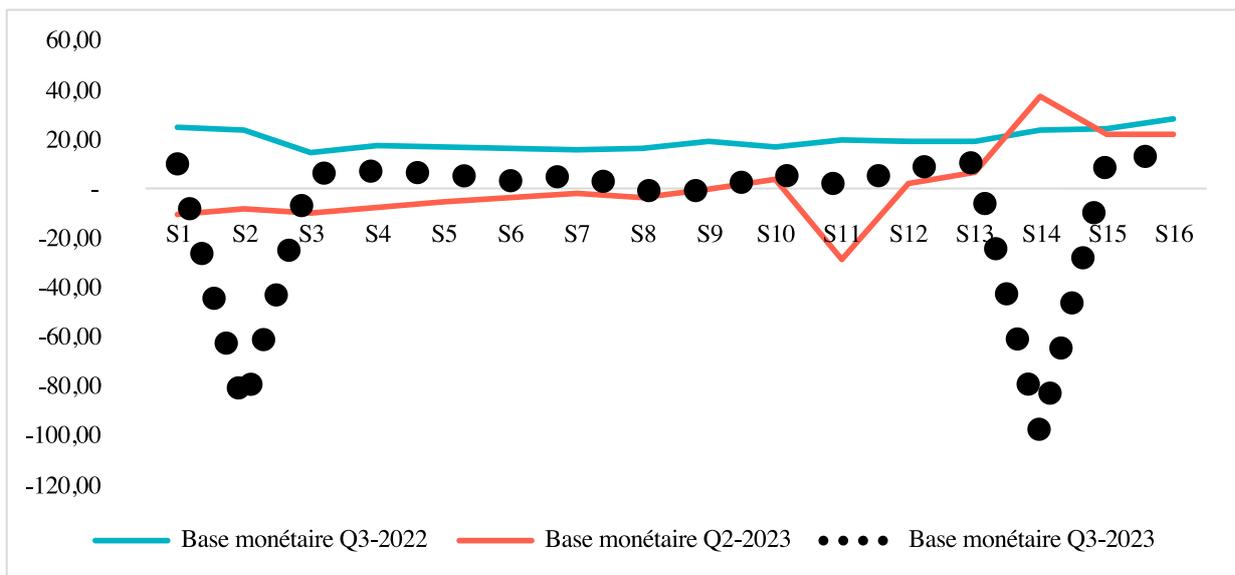
Le renforcement de la capacité de mise en œuvre : Pour assurer le succès de la stratégie fiscale, le rapport souligne l'importance de renforcer les capacités institutionnelles, notamment en matière de collecte des recettes fiscales, de gestion des dépenses publiques et de suivi budgétaire. Il recommande également d'accroître la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques.

2.3. Monnaie

Au cours du quatrième trimestre de 2023, la base monétaire a connu une évolution partiellement négative, bien qu'elle reste nettement inférieure à celle du même trimestre de l'année précédente. Cette diminution de la création de monnaie centrale reflète la poursuite de la politique monétaire menée par la Banque centrale du Congo, caractérisée par le maintien de son taux directeur à 25%, la vente des devises et la maîtrise de la création monétaire. L'objectif de cette politique est de lutter contre les pressions inflationnistes et de rétablir la stabilité du niveau général des prix.

En effet, le taux d'inflation moyen annualisé à la fin du troisième trimestre de 2023 s'est élevé en moyenne à 23,75%. Face à cette augmentation croissante du niveau général des prix, la banque centrale a réagi en réduisant la quantité de monnaie en circulation afin de limiter la volatilité accrue du taux de change et ainsi contrer les pressions inflationnistes.

FIGURE 15. ÉVOLUTION CONJOINTE DE LA VARIATION DE LA BASE MONÉTAIRE, DU TAUX DIRECTEUR ET DU TAUX D'INFLATION ANNUALISÉE



Source : Ministère des Finances & calculs de Congo Challenge.

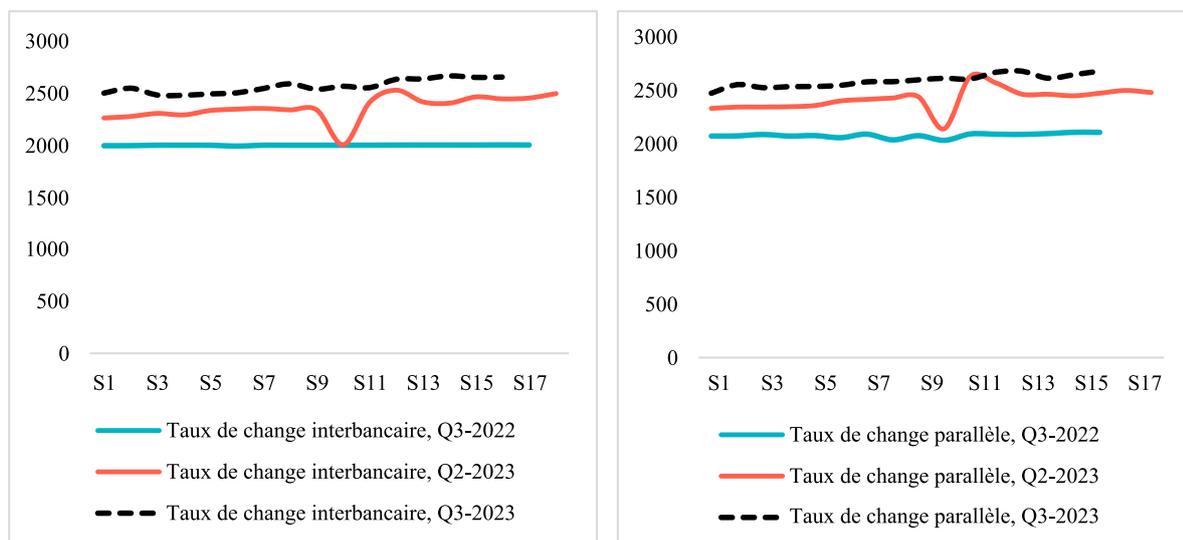


2.4. Secteur extérieur

Au cours de ce dernier quadrimestre de 2023, la dépréciation du franc congolais par rapport au dollar américain s'est poursuivie par rapport au quadrimestre précédent et à la même période de l'année précédente. Tant sur le marché indicatif que sur le marché parallèle, le taux de change a continué à être volatil, avec une faible valeur du franc congolais, malgré les mesures

de stabilisation mises en place par le gouvernement et la Banque Centrale du Congo. En moyenne, au cours de ce quadrimestre, les taux de change indicatif et parallèle se sont établis à 2 568,50 CDF et 2 602,62 CDF pour un dollar américain.

FIGURE 16. EVOLUTION CONJOINTE DU TAUX DE CHANGE PARALLÈLE ET INTERBANCAIRE



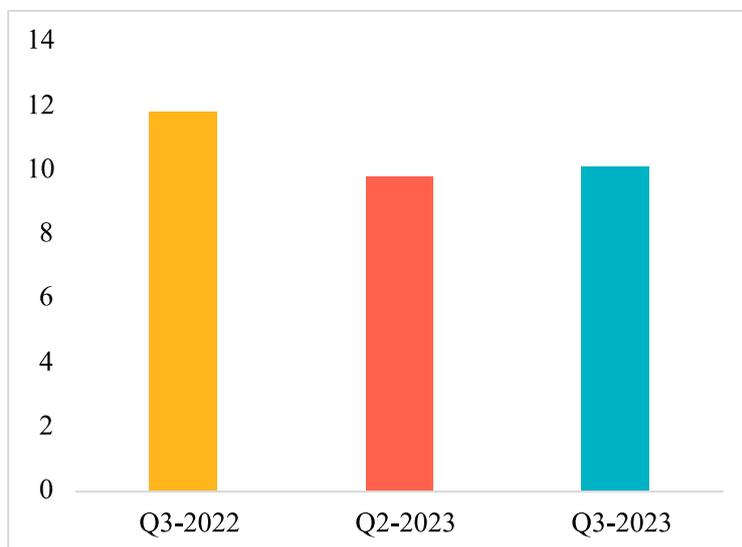
Source : Ministère des Finances & calculs de Congo Challenge.

Pendant cette période d'étude, les réserves de change ont connu une nette augmentation par rapport au quadrimestre précédent, mais elles sont inférieures à celles du quadrimestre de l'année précédente. Malgré les défis socio-politiques et sécuritaires auxquels le pays est confronté, les autorités congolaises restent engagées à atteindre les objectifs du programme de Facilité de

Crédit conclu avec le Fonds Monétaire International. L'appui financier de la balance des paiements est capital, surtout pendant cette période où l'économie congolaise est confrontée à des pressions budgétaires, à la volatilité du franc congolais et à l'inflation.



**FIGURE 17. RÉSERVES DE CHANGE BRUTES EN SEMAINES
D'IMPORTATION, EN MOYENNE QUADRIMESTRIELLE**



Source : Ministère des Finances & calculs de Congo Challenge.

En termes monétaires, elles se sont élevées à 5 113,86 milliards de dollars américains à la fin du troisième trimestre. Rapportées en nombre de mois d'importations, les réserves de change se sont établies en moyenne à 2,80 mois d'importations.

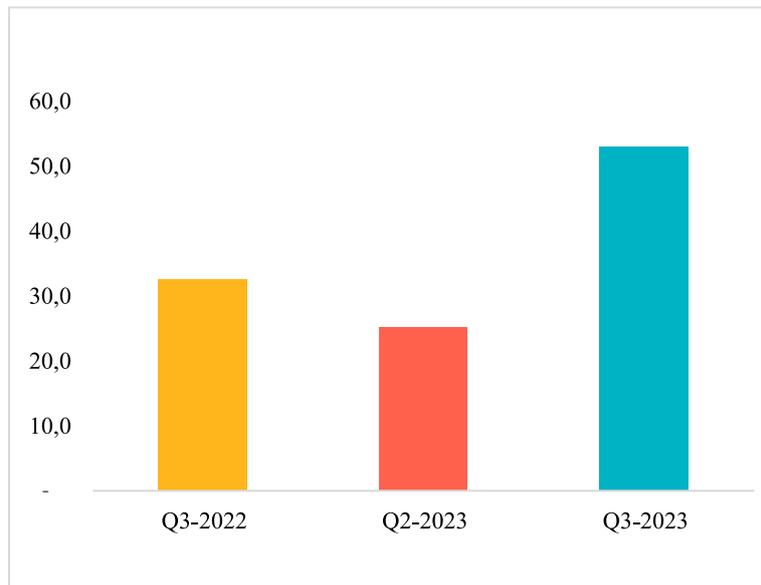
2.5. Secteur financier

Au cours du troisième trimestre 2023, le crédit à l'économie a progressé de façon significative. Cette hausse peut avoir plusieurs causes, dont notamment une hausse de la demande de crédit accrue de la part des entreprises. En effet, lorsque les entreprises et les ménages ont une demande accrue de financement pour leurs projets d'investissement, l'expansion du crédit peut se produire. Cela peut être dû à des opportunités commerciales prometteuses, à des besoins d'investissement dans de nouveaux équipements ou à des dépenses de consommation accrues. Face à cet état de chose, une demande de crédit plus élevée peut conduire les banques à augmenter leurs prêts pour répondre à cette demande, et entraîner comme corollaire une augmentation du crédit à l'économie.

Toutefois, malgré le resserrement des conditions de financement à travers les politiques monétaires restrictives, le crédit à l'économie a progressé de façon significative au troisième trimestre de l'année 2023. Cette dynamique s'explique notamment par la faible transmission de la politique monétaire restrictive et par l'attrait limité du franc congolais aux yeux des agents économiques. En effet, un volume important de crédit à l'économie est libellé en monnaie étrangère, telle que le dollar américain.

Il convient de noter que l'augmentation du crédit à l'économie libellé en monnaie étrangère peut également présenter des risques, tels que l'exposition au risque de change. Les fluctuations des taux de change peuvent rendre le remboursement de la dette plus coûteux pour les emprunteurs, ce qui peut avoir un impact sur la stabilité financière. Il est donc important de surveiller attentivement ces développements et de mettre en place des politiques appropriées pour gérer ces risques.

FIGURE 18. ÉVOLUTION EN MOYENNE QUADRIMESTRIELLE DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ (EN %)



Source : Ministère des Finances & calculs de Congo Challenge.

2.3. Politique et questions sociales

2.3.1. Questions sociales

Le 5 septembre 2023, le Président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a lancé la gratuité de la maternité et des soins du nouveau-né à l'échelle nationale. Cette mesure, qui vise à améliorer l'accès aux soins de santé maternelle et infantile, est un élément clé de la stratégie du gouvernement pour mettre en œuvre la couverture santé universelle.

La gratuité de la maternité couvre les consultations prénatales, l'échographie, les accouchements simples et compliqués, les soins du nouveau-né, la vaccination, les consultations post-natales, la planification familiale et l'accès aux médicaments. Elle est applicable dans tous les centres de santé et hôpitaux publics du pays.

Le gouvernement prévoit investir 200 millions de dollars américains pour financer cette mesure. Cet investissement devrait permettre de couvrir environ

1,5 million d'accouchements par an. Ces chiffres ont été communiqués par le ministre de la Santé publique, Dr Roger Kamba, lors d'une conférence de presse organisée le mercredi 6 septembre 2023 à Kinshasa. Selon lui, ce montant a été estimé sur la base du nombre d'accouchements, par voie basse et par césarienne, enregistrés chaque année à Kinshasa et dans l'ensemble de la République démocratique du Congo (RDC).

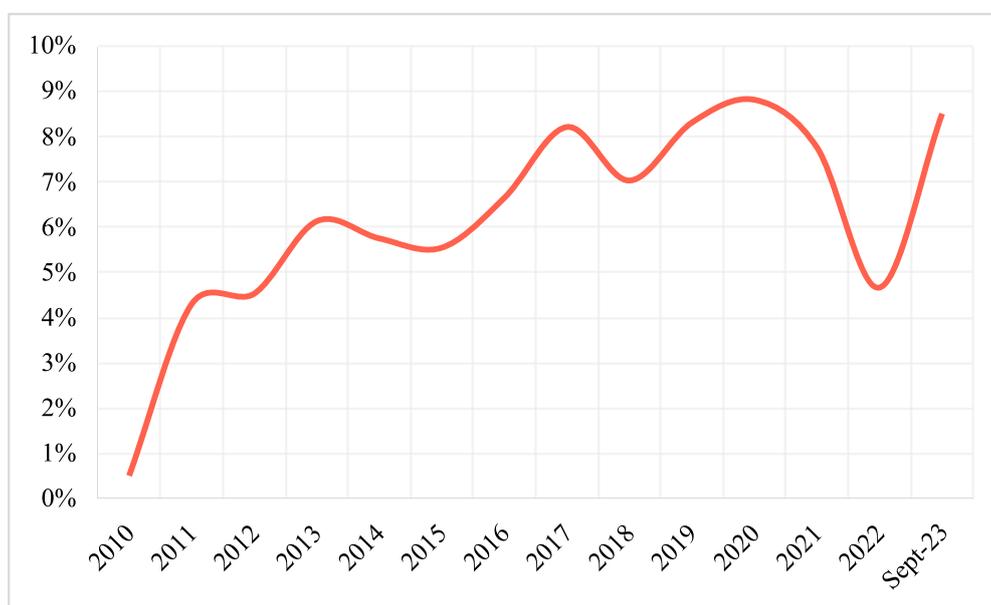
Il a assuré que les 42 millions de dollars prévus pour la ville de Kinshasa, qui est la zone pilote du programme, sont déjà disponibles et a précisé que l'enveloppe de 200 millions de dollars qui couvrira l'ensemble du pays est déjà inscrite au budget de l'année 2024.

La gratuité de la maternité est une mesure importante pour la santé des femmes et des enfants en RDC. Elle devrait contribuer à réduire la mortalité maternelle et infantile, qui est encore élevée dans le pays.

Cette mesure présente plusieurs avantages potentiels, notamment :

- l'augmentation de l'accès aux soins de santé maternelle et infantile : La gratuité devrait permettre à un plus grand nombre de femmes et enfants (nouveau-nés) d'accéder aux soins de santé dont ils ont besoin.
- l'amélioration de la santé des femmes et des enfants : La gratuité devrait contribuer à améliorer la santé des femmes et des enfants (nouveau-nés), en leur permettant d'accéder à des soins de santé de qualité.
- la réduction de la mortalité maternelle et infantile : La gratuité devrait contribuer à réduire la mortalité maternelle et infantile, qui est encore élevée en RDC.

FIGURE 19. ÉVOLUTION DU RATIO DE DÉPENSES COURANTES EN SANTÉ SUR LES DÉPENSES PUBLIQUES TOTALES



Source : Ministère du Budget (DPSB, ESB)

Il est encore trop tôt pour mesurer l'impact de la gratuité de la maternité en RDC. Cependant, cette mesure est un pas important dans la bonne direction pour améliorer l'accès aux soins de santé dans le pays. Toutefois, il y a lieu de noter que la gratuité de la maternité pourrait être confrontée à un nombre important de défis, notamment :

- **le manque de ressources** : Le gouvernement de la RDC a annoncé qu'il investirait 200 millions de dollars américains pour financer la gratuité de la maternité. Cependant, il est possible que ce montant ne soit pas suffisant pour couvrir l'ensemble des coûts de cette mesure. A ceci

s'ajoute la faible capacité de mobilisation de recettes du pays comparativement à son potentiel. Le gouvernement devra donc trouver des moyens de financer cette mesure de manière durable.

- **le manque de personnel qualifié** : La gratuité de la maternité ne garantira pas la qualité des soins. Il est important que les centres de santé soient bien équipés et que le personnel soit formé pour fournir des soins de qualité. Le gouvernement devra donc investir dans la formation du personnel et l'équipement des centres de santé.

- **L'inaccessibilité des centres de santé :** La gratuité de la maternité ne sera bénéfique que si les femmes ont accès aux centres de santé. Cependant, de nombreuses femmes vivent dans des zones rurales où les centres de santé sont peu ou pas accessibles. Le gouvernement devra donc s'efforcer d'améliorer l'accès aux centres de santé dans ces zones.
- Le gouvernement congolais devra relever ces défis pour garantir que la gratuité de la maternité soit un succès.

Encadré 5 : La gestion du risque du volcan Nyiragongo par l'Observatoire Volcanologique de Goma : une perspective régionale de l'interopérabilité ».

1. Préambule et définitions des mots-clés

Il existe de nombreuses définitions de l'interopérabilité en fonction du contexte d'application. Utilisée initialement en informatique, l'interopérabilité est la caractéristique d'un produit ou d'un système à fonctionner avec d'autres produits ou systèmes. Dans le domaine de la sécurité, y compris la sécurité publique, le ministère de la défense des États-Unis a publié une directive dans les années 1960 dans laquelle il définit le concept comme suit : « *La capacité des systèmes, des unités ou des forces à fournir des données, des informations, du matériel et des services à d'autres systèmes, unités ou forces et à accepter ces mêmes données, informations, matériel et services échangés pour leur permettre d'opérer efficacement ensemble* »². Il s'agit d'une réalité transversale qui englobe plusieurs composantes. Différents systèmes, ensembles et composants doivent interagir de manière cohérente. L'idée fondamentale est d'établir et de mettre en œuvre des règles de normalisation. Elle est présente dans les domaines de la sécurité publique, de la sûreté et des services.

Conformément au Patriot Act, la loi qui vise à unir et à renforcer les États-Unis d'Amérique en fournissant les outils appropriés nécessaires pour intercepter et entraver le terrorisme, le terme « infrastructures critiques » désigne « les systèmes et les actifs, physiques ou virtuels, si vitaux pour les États-Unis que leur incapacité ou leur destruction aurait un impact débilissant sur la sécurité, la sécurité économique nationale, la santé ou la sécurité publique nationale, ou toute combinaison de ces éléments »³.

Outre le Patriot Act aux États-Unis (2001), le Programme européen pour la protection des infrastructures critiques (2004) a été élaboré. Le Centre pour la protection des infrastructures nationales (2007) fonctionne au Royaume-Uni. Dans les pays les plus développés, des comités d'interopérabilité sont créés afin d'assurer la coordination des services et des efforts en cas de danger public ou d'urgence. Par exemple, le State interoperability Executive committee (SIEC) de l'État de Washington a été créé par le pouvoir législatif pour définir l'interopérabilité au sein l'État. Il assure la coordination des agences ou des services à tous les niveaux (Fédération, État, comté, ...).

2. Nyiragongo, volcan actif de la chaîne des Virunga

Le volcan est l'un des phénomènes les plus redoutables de la planète en raison du risque important qu'il fait courir et de la peur qu'il inspire aux populations avoisinantes. La chaîne des Virunga est située dans les régions frontalières de la RDC, du Rwanda et de l'Ouganda, entre les lacs Kivu et Edouard. Elle couvre une superficie de 4.000 km² où sont rangés huit volcans. Deux des huit volcans sont encore actifs : Nyiragongo et Nyamulagira.

L'interopérabilité est utilisée dans le contexte de la gestion du risque d'éruption volcanique en tant que catastrophe naturelle. Les États du monde entier créent des interactions entre l'environnement, les infrastructures et les populations. Pour relever ce défi, il est nécessaire de mettre en place un système ou une approche de prévention, d'alerte, d'évacuation et de réinstallation des personnes combinant un large éventail de services utilisant certaines normes (protocole). Les différents services doivent agir ensemble de manière cohérente afin de sauver les infrastructures critiques et les personnes. Les moyens utilisés doivent être tactiques, stratégiques et opérationnels. L'éruption volcanique est une situation d'urgence à grande échelle liée à la sécurité publique. Elle nécessite un plan stratégique auquel sont liés les efforts et la communication.

3. Création et organisation de l'observatoire du volcan de Goma

Créé en 1986, l'Observatoire Volcanologique de Goma est un institut scientifique congolais placé sous la tutelle du ministre ayant la Recherche scientifique dans ses attributions. Son personnel est composé de plus ou moins 350 personnes. Il est chargé de la surveillance des volcans Nyiragongo et Nyamulagira dans la région volcanique des Virunga et de l'étude des impacts liés à l'éruption volcanique. A cet effet, il fournit des informations sur les volcans et leurs activités aux autorités et à la population. Il est divisé en cinq unités :

² Sten-Erik Öhlund, *Interoperability. Capacity to interoperate in a shared work practice using information infrastructures- studies in ePrescribing*, Faculty of Arts and Sciences, Linköping University, Sweden, 2017, p. 10

³ Section 1016 (e) de la loi *Uniting and strengthening America by Providing Appropriate Tools required to Intercept and Obstruct Terrorism (USA Patriot act)*, Act of 2001, Public Law 107-56-Oct, 26 2001, 115 STAT. 272-402

- Unité de volcanologie physique ;
- Unité de sismologie ;
- Unité de déformation du sol ;
- Unités techniques et électroniques ;
- Unité de communication et d'éducation⁴.

4. Évaluation des éruptions volcaniques récentes

La dernière éruption du volcan Nyiragongo a eu lieu le 22 mai 2021. Selon le rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) :

- Trente personnes sont mortes et plus de 400.000 personnes ont quitté Goma, dont 180.000 personnes déplacées à Sake, une ville voisine (24 km) ;
- L'approvisionnement en eau potable et le maintien de l'hygiène étaient très préoccupants.

Le 17 janvier 2002, les coulées de lave ont tué près de 250 personnes et détruit 20 % de la ville de Goma.

5. Déficit d'interopérabilité

Les deux volcans menacent la ville de Goma et ses environs. La vulnérabilité de Goma face aux risques volcaniques reste constante sur base de l'analyse des experts. Surveillance sismique par satellite, gazomètre, batteries, thermomètre thermique, carte mémoire, radars, capteurs de signaux, internet... sont autant d'outils ou de dispositifs dont l'Observatoire Volcanologique de Goma a besoin pour prévenir les risques liés à l'éruption volcanique.

Malheureusement, la détection des signaux sismiques a été interrompue en raison de l'absence de connexion internet pendant six mois. Selon le directeur scientifique, Célestin Kasereka, interviewé le 17 juin 2021, quelques jours après la dernière éruption du Nyiragongo : « Nous devons littéralement éviter toute interruption dans la réception des données sismiques que nous recevons toutes les quatre minutes »⁵. La continuité de l'Etat dépend de la continuité du service public.

Il existe deux niveaux principaux d'interopérabilité : Le niveau conceptuel (juridique) et le niveau technique (organisationnel). En ce qui concerne le premier niveau, la législation doit concevoir l'interaction entre les différents services et organisations. Enfin, l'aspect organisationnel traite de la manière dont l'échange d'informations peut être géré⁶. Désormais, les données sont partagées entre les scientifiques du monde entier dans le cadre d'un réseau international. La gestion de ce risque n'est pas une propriété privée. La prévention du risque passe aussi bien par la prévision des activités volcaniques que par la préparation de la population.

6. Conclusion

L'interopérabilité devrait caractériser le système d'alerte et la coordination de l'aide humanitaire. Les technologies modernes ont l'avantage de faciliter la vie en société. Outre l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les acteurs de la riposte doivent mettre en place une gestion humanitaire efficace. Les Etats et les autorités locales, l'armée, la police, les services publics, les ONG, les partenaires étrangers sont tous des acteurs de la riposte. Cela nécessite l'intégration d'une stratégie générale cohérente.

En outre, les pouvoirs publics devraient envisager la mise en place d'un cadre législatif traitant de la gestion du risque volcanique en cas d'urgence publique : Adopter des règles communes d'interaction entre les services d'intervention.

⁴ <https://www.virunga-volcanoes.org/contact/goma-volcano-observatory/>

⁵ www.makanisi.org

⁶ www.makanisi.org



2.3.2. Politique

Deux faits majeurs ont marqué la situation politique en RDC au cours de ce dernier quadrimestre de 2023, et sont abordés dans les lignes qui suivent.

La campagne électorale

La campagne électorale en République démocratique du Congo (RDC) pour l'élection présidentielle de 2023 a été une période intense marquée par des événements politiques majeurs et des alliances surprenantes. Elle s'est déroulée du 19 novembre au 18 décembre 2023, conformément au calendrier électoral de la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Trois principaux blocs politiques ont émergé pendant la campagne. Le premier bloc était celui de l'Union Sacrée, dirigé par le président sortant Félix Tshisekedi. Il a bénéficié du soutien de plusieurs personnalités politiques de premier plan. Le deuxième bloc était celui de l'opposant Moïse Katumbi, qui a réussi à rallier à sa cause des figures politiques telles que Matata Ponyo, Seth Kikuni, Franck Diongo et Denis Sesanga. Le dernier bloc important était dirigé par Martin Fayulu, avec le soutien de Denis Mukwege et d'autres personnalités influentes.

Dans le cadre de l'Union Sacrée, Jean Pierre Bemba a déclaré son soutien à Félix Tshisekedi. Il a justifié son alignement en soulignant que le pays était attaqué par le Rwanda et qu'il fallait être uni pour faire face à cette menace. Bemba a accusé le Rwanda de chercher à influencer les élections en finançant des candidats présidentiels afin de faciliter l'annexion du territoire congolais.

Moïse Katumbi, candidat à la présidence, a poursuivi sa campagne avec détermination. Il a critiqué le régime en place, affirmant qu'il n'avait pas suffisamment investi dans le développement du pays. Lors de ses discours, il a promis de prioriser des initiatives telles que la construction de routes et de réduire les émoluments des élus nationaux afin de mieux prendre en charge les agents et fonctionnaires de l'État.

Le Front Commun pour le Congo (FCC), la plateforme politique de l'ancien président Joseph Kabila Kabange, a annoncé qu'il resterait dans la résistance si les élections étaient organisées dans le contexte actuel. Les membres du FCC ont critiqué le processus électoral, affirmant que les cartes d'électeur étaient effacées et que certains noms n'étaient pas présents dans les données de la CENI.

La campagne électorale a été caractérisée par des débats animés, des accusations mutuelles et des discours enflammés de la part des candidats. Félix Tshisekedi a réfuté les allégations de fraude électorale entourant l'élection présidentielle et a suspendu sa campagne pendant trois jours en hommage aux victimes d'une bousculade lors d'un de ses rassemblements.

Moïse Katumbi et Félix Tshisekedi ont été les deux principaux candidats présidentiels et ont mobilisé d'importants moyens pour séduire les électeurs. Leurs discours ont porté sur des thèmes tels que la souveraineté nationale, le développement du pays, la lutte contre la corruption et la promotion de l'unité et de la stabilité en RDC.

En conclusion, la campagne électorale en RDC a été une période cruciale pour la vie politique du pays. Les ralliements politiques, les accusations d'influence étrangère et les débats sur le développement du pays ont été au cœur des discussions. Les candidats Moïse Katumbi et Félix Tshisekedi ont joué des rôles centraux dans cette campagne, mobilisant leurs partisans et cherchant à convaincre les électeurs de leur vision pour l'avenir de la RDC.

Les réactions après le vote du 20 décembre 2023

Plusieurs acteurs politiques et membres de la société civile ont exprimé leur mécontentement face aux graves dysfonctionnements et aux irrégularités qui ont entaché le déroulement du vote. Le candidat présidentiel Denis Mukwege a vivement critiqué le processus électoral, dénonçant des fraudes électorales planifiées. Martin Fayulu Madidi, un autre candidat à la présidence, a également déploré les retards dans l'ouverture des bureaux de vote et a accusé la CENI de favoriser un chaos organisé dans le but de faire élire un autre candidat.

Le candidat Moïse Katumbi a dénoncé des failles dans l'organisation du scrutin et a appelé la population à rester vigilante quant aux résultats. Olivier Kamitatu, porte-parole de Moïse Katumbi, a qualifié les élections de confusion, de désordre, de retards et de chaos, soulignant que ces événements sont représentatifs du régime en place.

La CENI a reconnu les retards dans l'ouverture de certains bureaux de vote et a demandé à ces derniers de rester ouverts pendant 11 heures supplémentaires, conformément à la loi, afin de permettre à tous les électeurs d'accomplir leur devoir civique. Cependant, cette décision a été critiquée par Patrick Civava, qui accuse la CENI de violer la constitution.

Le Front Commun pour le Congo (FCC) a également exprimé ses préoccupations quant aux incidents violents et aux désordres graves survenus dans

plusieurs centres de vote, rendant impossible le vote dans tout le pays. Le FCC tient le président de la République pour responsable de ce chaos électoral.

Cinq candidats à la présidence, dont Denis Mukwege et Martin Fayulu, ont exigé la réorganisation des élections générales, s'opposant à toute prolongation du vote. Ils estiment que la CENI n'a pas le pouvoir constitutionnel et légal de prendre une telle décision.

La Mission d'observation électorale «Regard citoyen» a rapporté que seuls 29% des bureaux de vote ont ouvert à l'heure prévue. De plus, certains bureaux de vote ne disposaient pas de dispositifs électroniques de vote, et dans certains cas, ces dispositifs étaient défectueux. Des manquements ont également été relevés dans le compte des bulletins de vote reçus. Malgré ces difficultés techniques, le cardinal Fridolin Ambongo a appelé les Congolais à exprimer leur choix.

Félix Tshisekedi, candidat à sa propre succession, a voté et a salué le déroulement calme des élections dans le respect des délais constitutionnels.

Matata Ponyo Mapon, qui soutenait Moïse Katumbi, a voté pour ce dernier et a exprimé sa conviction que le peuple élirait massivement ce candidat.

Dans une déclaration commune, Moïse Katumbi, Delly Sesanga, Augustin Matata Ponyo, Seth Kikuni et Franck Diongo ont dénoncé les tentatives de fraude orchestrées par la CENI et ont affirmé que les indices



sur le terrain démontraient que la population avait voté contre le régime sortant de Félix Tshisekedi, malgré les nombreuses irrégularités observées.

En résumé, les élections présidentielles du 20 décembre 2023 en République démocratique du Congo ont été entachées par de graves dysfonctionnements, des retards et des irrégularités, ce qui a suscité de vives réactions de la part des candidats et de la société civile. Les appels à la réorganisation des élections se sont multipliés, mettant en évidence les préoccupations quant à l'intégrité du processus électoral.

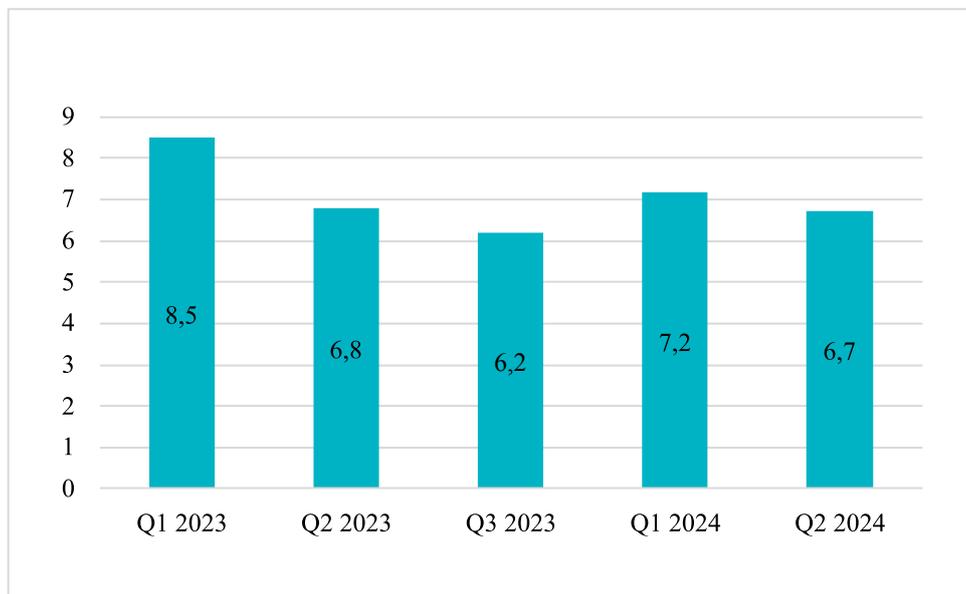
2.4. Perspectives

L'économie congolaise reste sur une trajectoire de croissance faible au troisième trimestre et aux prochains trimestres de l'année 2024, car les risques du côté des chocs sur les termes de l'échange et de l'évolution géopolitique (conflits régionaux tels que

la guerre en Ukraine et le conflit au Moyen-Orient) et l'incertitude post-électorale et le conflit à l'Est sont élevés et continuent de peser sur les perspectives de croissance à court terme. De plus, un ralentissement de l'économie mondiale (spécialement, un ralentissement brutal de la croissance en Chine) pourrait constituer un frein supplémentaire à la croissance de l'économie congolaise, avec de sérieuses conséquences pour le budget et la position extérieure du pays. Les risques pesant sur les perspectives d'inflation sont essentiellement orientés à la hausse. En effet, la dépréciation continue du franc congolais pourrait alimenter l'accumulation des tensions inflationnistes.

D'après les projections du Fonds Monétaire International, la croissance devrait s'établir à 6.2% à la fin de l'année 2023. De plus, compte tenu de la balance des risques entourant nos projections, la croissance devrait se situer à 6.0% et 6.7% aux deux prochains trimestres de l'année 2024.

FIGURE 20. PRÉVISION DU TAUX DE CROISSANCE (EN %) EN MOYENNE QUADRIMESTRIELLE EN 2023

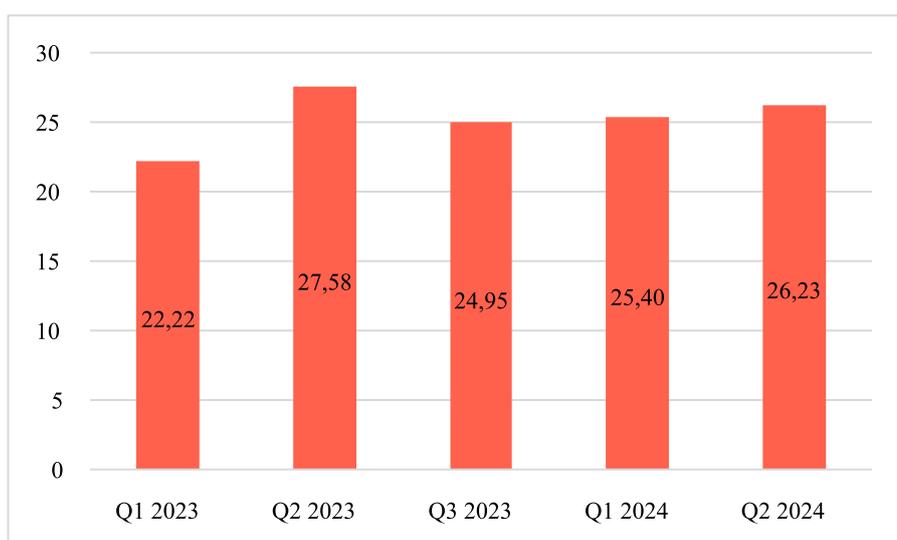


Source : Projections Congo Challenge

Au cours des deux prochains quadrimestres prochains, l'inflation pourrait être plus élevée qu'escompté en cas d'augmentations renouvelées des prix des matières premières énergétiques et (denrées) alimentaires et d'une répercussion plus forte sur les prix à la consommation, d'une dépréciation du franc congolais, aussi d'une hausse persistante des anticipations

d'inflation au-dessus de la cible de la Banque Centrale Congo (7%). En effet, malgré l'augmentation à 25% du taux d'intérêt directeur par la Banque Centrale Congo, la transmission de la politique monétaire reste faible et le franc congolais continue de présenter un attrait limité aux yeux des agents économiques.

FIGURE 21. PRÉVISIONS DU TAUX D'INFLATION ANNUALISÉE EN MOYENNE QUADRIMESTRIELLE



Source : Projections Congo Challenge

En ce qui concerne la politique budgétaire, au cours de deux prochains quadrimestres, le déficit budgétaire devrait se creuser par rapport au troisième quadrimestre en raison de recettes inférieures aux prévisions et d'un ajustement insuffisant des dépenses éventuelles, due aux mauvais ancrages budgétaires (par exemple, la planification d'un budget irréaliste de 16 milliards qui ne correspond pas à la capacité de mobilisation de recettes et à la capacité d'endettement du pays) et, nécessitant ainsi un recours accru à l'emprunt pour financer les dépenses publiques. Pour assurer une gestion fiscale responsable, il serait recommandable de fixer des objectifs fiscaux clairs et de les ancrer dans des règles budgétaires solides. En effet, il est essentiel de renforcer les capacités institutionnelles, notamment en matière de collecte des recettes fiscales, de gestion

des dépenses publiques et de suivi budgétaire, afin de créer un espace fiscal pour les dépenses prioritaires. De plus, il est globalement important de promouvoir la transparence, la responsabilité et la bonne gouvernance à tous les niveaux de l'administration publique.

Sur le plan de la situation politique, face aux risques qui entourent les perspectives politiques dans le pays, il serait essentiel d'encourager un dialogue inclusif entre les différentes parties prenantes afin de résoudre les divergences et les tensions politiques. La médiation neutre et impartiale peut jouer un rôle essentiel pour faciliter les négociations et parvenir à des accords acceptables pour tous.

ANNEXE : SERIE QUADRIMESTRIELLES DES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES DEPUIS 2020

Année	2019			2020			2021
Quadrimestres	Q1	Q2	Q3	Q1	Q2	Q3	Q1
Mois	avr-19	août-19	déc-19	avr-20	août-20	déc-20	avr-21
Cours de Cuivre	6 297,269	5 897,869	5 845,800	5 518,238	5 925,613	7 097,069	9 318,300
Cours de Cobalt	34 163,369	32 107,101	35 621,144	32 677,359	28 758,750	32 702,375	48 954,000
Cours de l'Or	1 300,802	1 389,962	1 487,783	1 609,827	1 819,019	1 888,150	1 759,600
Cours de Brent	65,938	64,174	62,512	45,222	40,310	44,359	65,404
Cours de WTI	57,262	57,750	57,165	40,485	35,637	41,837	61,930
Cours de Riz	10,492	11,402	12,151	13,941	14,315	12,437	13,176
Cours de Blé	472,547	489,894	510,678	546,575	512,666	588,363	668,700
Cours de Maïs	141,353	810,055	137,677	132,918	265,546	383,676	624,200
Inflation hebdo (mensuel à la clôture du mois)	0,208	0,333	0,438	0,709	1,405	0,218	0,466
Inflation cumulée	1,356	2,730	3,771	1,257	9,976	14,586	1,500
Inflation en glissement	4,800	4,377	4,536	5,543	12,537	15,531	13,931
Inflation annualisée	4,206	4,083	4,322	6,439	19,238	17,104	4,660
B. Finances Publiques (en millions de CDF)							
Solde hebdomadaire	282 995,000	-589 085,000	-269 121,000	-751 826,000	-497 513,000		499 579,000
Recettes	2 633 627,000	2 255 443,000	2 130 727,000	2 081 435,000	2 015 188,000	551 890,250	1 355 435,000
Recettes fiscales	2 062 195,000	1 784 694,000	1 769 515,000	1 590 444,000	1 626 706,000	449 402,750	1 177 645,000
Recettes non fiscales	463 047,000	373 967,000	300 729,000	401 501,000	367 712,000	87 714,500	153 944,000
Pétroliers producteurs	97 550,000	96 782,000	60 480,000	89 490,000	18 948,000	15 353,500	23 846,000
Dépenses	2 350 632,000	2 844 528,000	2 399 848,000	2 565 483,000	2 399 636,000	623 759,313	855 676,000
dont Salaires	1 059 553,000	1 182 337,000	1 354 767,000	1 535 629,000	1 518 791,000	366 975,688	468 222,000
Dép en Capital	253 488,000	213 393,000	70 754,000	48 130,000	12 658,000	47 670,313	29 071,000
Solde cumulé	258 451,000	-528 273,000	-2 126 018,000	-484 048,000	-384 448,000	-452 976,313	485 643,000
Marché interbancaire	1 639,739	1 647,678	1 660,433	1 698,621	1 904,761	1 965,143	1 986,162
Marché parallèle	1 663,023	1 673,208	1 702,835	1 764,676	1 978,659	2 016,375	2 016,302
C.2. Réserves brutes (en millions d'USD)							
Réserves brutes en semaines d'importation	920,943	1 032,785	858,695	804,380	861,885	690,727	507,666
	13,700	15,300	9,620	10,900	12,600	10,000	8,000
D. Monnaie et Crédit							
Masse monétaire (M2)		15,713	21,329	7,045	29,123	9,443	3,189
Base monétaire		18,302	25,168	18,555	10,239	16,681	4,075
Avoirs extérieurs nets		6,843	31,274	-40,942	169,453	347,856	106,925
Avoirs intérieurs nets		17,054	28,527	7,632	14,148	24,811	18,487
Crédits à l'économie		4,212	11,788	5,858	11,134	12,672	2,488
Crédit net à l'Etat		70,287	152,035	47,699	8,537	27,454	-16,228

2021		2022			2023			2024
Q2	Q3	Q1	Q2	Q3	Q1	Q2	Q3	Q1
août-21	déc-21	avr-22	août-22	déc-22	avr-23	mai-23	déc-23	avr-24
9 308,250	9 569,000	9 905,000	7 372,000	8 231,000	217,07	8 380,00	8 498,00	7253,51686
51 512,500	68 966,000	84 437,090	50 015,000	50 995,000	33 750,00	32 490,00	28 710,00	53876,0854
1 784,550	1 799,620	1 878,000	1 713,620	1 780,100	1998,644233	1 914,20	2 053,00	2058,66521
69,508	74,532	108,250	103,200	78,700	85,95	84,80	79,10	86,0317138
66,900	71,742	104,900	94,700	74,060	80,36333333	80,20	73,60	80,9829796
13,338	14,060	17,090	17,50	18,000	16,8	16,00	17,40	18,4388813
722,781	787,400	1 043,000	809,00	306,000	264,21	228,65		424,828453
555,000	593,350	813,500	679,70	285,000	118,66	215,50	199,20	187,31538
0,311	0,896	0,181	0,223	0,306	0,38	0,197	1,65	0,42712144
3,081	5,281	3,367	6,590	12,416	6,78	0,682	23,75	14,5312417
5,150	5,281	7,217	9,304	12,980	16,87	22,838	22,96	17,3360959
4,750	5,281	10,660	12,124	12,840	22,22	27,58	23,75	20,366468
-10 348,000	-393 129,000	1 266 195,000	-300 354,000	-365 799,000	227086	-492 351,00	1 180 405,00	-63645,364
904 406,000	11 837 602,000	2 699 816,000	1 130 362,000	880 602,000	1 437 183,00	1 198 464,00	1 523 116,00	2158601,26
743 415,000	9 280 304,000	2 485 272,000	909 841,000	449 664,000	1 256 469,00	1 003 394,00	1 376 240,00	1182412,5
124 514,000	1 938 150,000	191 748,000	215 225,000	75 426,000	180 645,00	195 070,00	279 557,00	285410,351
35 742,000	371 658,000	11 875,000	5 296,000	355 512,000	192 235	139 819,00	70 382,00	205982,728
914 754,000	12 230 731,000	1 433 621,000	1 430 716,000	1 246 401,000	1 210 097,00	1 690 815,00	2 703 521,00	2434558,09
460 213,000	5 454 039,000	541 742,000	202 312,000	218 709,000	409 582,00	499 439,00	750 097,00	302853,792
49 850,000	1 138 441,000	123 322,000	150 985,000	99 201,000	93 271,00	298 158,00	40 027,00	333926,187
987 462,000	-393 129,000	511 606,000	553 111,000	-1 157 819,000	-506 416,00	-1 854 159,00	-2 747 016,00	-616753,642
1 990,520	1 999,970	2 004,400	2 004,910	2 014,940	2 230,64	2444,28	2 668,95	2637,904
2 033,500	2 044,670	2 029,170	2 054,330	2 126,670	2 338,50	2464,31	2 686,67	2669,76703
1 785,350	3 500,000	2 950,000	4 170,000	4 010,000	4 100 000 000	4 760 000 000	5 113,86	2288560275
7,200	13,360	10,409	12,250	12,000	8,88	9,00	2,80	7,24663331
18,122	37,708	7,046	2,914	3,548				8,17609536
26,398	60,120	0,826	19,030	28,521	-5,42	22,16	14,00	13,6975829
-218,285	-273,805	-45,420	119,484	43,167	-4,90	42,14	73,89	-53,2946481
-15,554	10,813	59,808	-109,087	10,281	-6,00	-3,98	-53,88	-31,1974418
8,811	15,302	10,138	18,902	33,033	1,00	53,56	82,42	73,1400196
-80,044	-29,910	-55,160	-80,608	7,914	-0,28	-33,35	47,46	-65,1239749



CONGO CHALLENGE
BULLETIN ÉCONOMIQUE QUADRIMESTRIEL
Numéro 14 | Décembre 2023

